

GAD FRANCO

Docteur en droit de la Faculté de Paris

Avocat à Constantinople

Développements Constitutionnels
EN TURQUIE



PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}, EDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, 14

—
1925

Paris
1925.

GAD FRANCO
Avocat à Constantinople

Développements Constitutionnels
EN TURQUIE



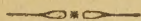
PARIS
LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}, EDITEURS
14, RUE SOUFFLOT, 14
—
1925

*11849



Développements Constitutionnels

EN TURQUIE



CHAPITRE I.



De 89 à Midhat Pacha.

La première Constitution turque est celle qui a été promulguée en Décembre de l'année 1876, et qui est connue sous le nom de Constitution de Midhat Pacha.

Avant d'aborder l'étude de cette Constitution, quelques pages d'introduction nous semblent nécessaires pour en faire comprendre les origines et signaler les mouvements libéraux qui l'ont précédée.

Il est difficile, d'ailleurs, d'en fixer, de façon précise, le point de départ : il semble pourtant que l'on puisse, logiquement, prendre comme date initiale la Révolution Française.

Ainsi que nous le verrons plus loin, tous les mouvements libéraux en Turquie se sont à juste titre réclamés des idées françaises et la Constitution de Midhat Pacha (1876) et celle des Jeunes

Turcs (1908) peuvent et doivent être considérées comme les fruits tardifs des idées de 1789.

Cette seule considération suffirait à nous faire adopter comme point de départ 1789. Ajoutons que si les idées constitutionnelles avaient depuis longtemps pris racine en Angleterre c'est, sans contredit, la Révolution Française qui a ébranlé les fondements sur lesquels reposaient les Etats du Continent. On n'exagérerait pas en disant que nul peuple n'a pu échapper à l'influence de la Grande Révolution.

Si nous considérons que la Constitution de Midhat Pacha est la première influence concrète de la Révolution qui ait apparue en Turquie nous constaterons que cette influence a mis quatre-vingt-sept ans pour arriver de Paris à Constantinople.

Nous ne pouvons pas cependant dire que la Turquie n'ait rien su de la Révolution. L'opinion publique, il est vrai, n'a même pas appris les terribles convulsions qui faisaient trembler la France, mais les hommes d'Etat étaient plus ou moins au courant de ce qui s'y passait.

C'est juste au commencement du règne de Sélim III, considéré dans l'histoire Ottomane comme le premier Sultan à idées avancées, que la Révolution Française avait éclaté. Le 5 Mars 1789, date à laquelle les Etats Généraux se sont réunis pour

se constituer peu après en Assemblée Nationale, il y avait à peine quarante jours que Sélim III était monté sur le trône.

Avait-on, à ce moment-là, été informé de ce grand évènement ? Rien ne le laisse supposer. Cependant l'historien Djevdet Pacha dit textuellement :

« Vers ces dates Sélim III, le créateur de l'Ordre Nouveau (nom donné à une armée nouvelle) en Turquie, venait de monter sur le trône des Ottomans. Tout en continuant d'un côté les campagnes contre la Russie et l'Autriche, des paroles de réformes nouvelles avaient commencé à circuler à Constantinople aussi ».

Quelles sont ces réformes toutes nouvelles dont Constantinople *aussi* avait été contaminé ? Était-ce le même esprit qui avait soufflé en France ? Nous ne le pensons pas : le despotisme régnait dans toute sa rigueur chez nous ; le pays sombrait sous le poids des exactions et des illégalités ; le peuple était considéré comme un troupeau à exploiter ; d'un côté le Gouvernement et ses agents, de l'autre le peuple, deux clans ennemis. Donc les Réformes nouvelles auxquelles fait allusion l'historien ne peuvent pas être dans le sens que nous recherchons. En parlant de Sélim III on l'appelle le créateur du « Nizami Djedid » ce qui veut dire littéralement « l'Ordre nouveau » ; on serait

tenté de croire qu'il a introduit en Turquie une institution moderne quelconque. Il n'en est rien. Par « Nizami Djedid » l'on comprend en Turquie l'armée nouvelle que Sélim III a voulu créer, les Janissaires s'étant refusés de toutes leurs forces — et cela comptait ! — à introduire dans leur corps, soit au point de vue de l'organisation intérieure, soit au point de vue des armes et des méthodes de guerre, quelque réforme dans le sens des besoins de l'époque.

Sélim III que quelques historiens s'obstinent à considérer comme un rénovateur, a commencé son règne en faisant décapiter, pour lui avoir déplu, un personnage et le fils de celui-ci, et en confisquant tous leurs biens. „*Vers ces dates, dit Djevdet Pacha, pour servir d'exemple aux autres, l'on a procédé à quelques pendaisons*“. Ce seul fait montre quel était l'état d'esprit du temps. La situation publique ne pouvait pas être comparée à celle de la France d'avant 1789.

Peut-être attribue-t-on à Sélim III le titre de Rénovateur parce qu'il a fait réunir un Conseil en vue de remédier à la situation critique du pays et où avaient pris part les hauts personnages de l'Etat. Sur ce point il y a lieu de lui reconnaître de l'audace. Toute réforme ne pouvait commencer que par la réorganisation des Janissaires et ceux-

ci, ombrageux, voyaient de très mauvais œil toute réunion convoquée dans ces vues. La convocation n'en fut pas moins lancée par un rescrit impérial adressé au Grand Vézir intérimaire. L'Assemblée se réunit le 20 Chaban 1203, la veille de la réunion des Etats Généraux à Paris. Sélim III y fit un discours terrifiant dans lequel il menaçait de „couper la tête à quiconque trahirait la religion et l'Etat“ même s'il s'agissait de ses propres enfants.

Mais ce n'étaient guère là que de grands mots. Les réformes furent à peu près nulles : des mesures de rigueur contre l'emploi de l'alcool, des ordres sévères aux provinces pour conseiller en termes très vagues une bonne gestion, et ce fut tout. On ne parle même pas de la question de l'instruction publique. Ainsi, au moment même où les Assemblées de la Révolution livraient une lutte définitive au nom de toutes les libertés, où des combats pour un idéal abstrait prenaient des tournures d'épopée, en Turquie l'on formait des Commissions privées et l'on se contentait de lancer quelques circulaires.

Pour l'armée, le résultat des campagnes en cours, résultat malheureux, faisait sentir de façon pressante le besoin de la réformer, mais, dit un historien turc, comme il n'est pas possible qu'un

organisme (l'Etat) lui-même en décomposition, puisse être à même de présider et de diriger l'armée qui doit être un organisme parfait et complet, il a été décidé que l'on devait s'occuper d'une organisation générale et radicale de toutes les branches de l'administration afin d'arriver par la même conséquence, à posséder une armée parfaite. Le Sultan fit appel à toutes les bonnes volontés et demanda que des mémoires lui fussent soumis. Ce fut, pendant quelques années, une floraison d'épîtres tantôt comiques, tantôt hypocrites. Chacun croyait y trouver le moyen de s'élever aux yeux du Maître et plusieurs commandèrent des mémoires à des scribes, qui se plaisaient à développer des thèses que l'on croyait être dans les vues du Sultan.

Ces mémoires ont été réunis en volumes. La lecture en est suggestive. Mais aucun des auteurs n'a pensé à indiquer une réforme visant un changement radical dans la constitution du Pays. Pas un mot exigeant certains droits pour le peuple. On se borna à préconiser des Conseils et quelques traductions d'ouvrages militaires, à élaborer quelques règlements pour limiter les excès dans les impôts, mais aucun ne fut appliqué. L'ordre nouveau, c'est-à-dire la loi concernant la nouvelle armée ne fut pas non plus mis en vigueur. Les

Janissaires s'y étaient opposés de toute leur force sous prétexte que c'était là des actes de Ghiaours.

Cependant, bien que les préoccupations turques fussent alors très loin de celles de l'Europe, les événements de France et ses répercussions, la Coalition, l'exécution de Louis XVI, ne passèrent cependant pas inaperçues chez nous. C'est à l'occasion de la Coalition que la Turquie a, pour la première fois, envoyé un représentant en Europe. Cet envoyé devait s'installer à Londres pour trois ans. Les historiens turcs parlent des événements qui se succèdent en France. Ils racontent que le Sultan du Maroc avait décidé (suivant l'exemple de Sélim III qui a refusé de recevoir l'Ambassadeur des Français) de participer à la coalition. En fait, la Turquie reste neutre et adopte même une attitude quasi bienveillante à l'égard de la Révolution.

Les Français de Constantinople avaient suivi, en effet, avec intérêt ce qui se passait à Paris et pris part, à leur manière, à la joie nationale. Ils avaient commencé par destituer, à la suite de la proclamation de la République, l'ambassadeur royaliste Choiseul-Gouffier, et l'avaient remplacé par le vieux Couton, premier drogman en retraite de l'Ambassade. Ils arborèrent des cocardes civiques et organisèrent des banquets, toutes manifestations qui ne laissèrent pas de provoquer des ré-

clamations de la part des ambassadeurs royalistes. Mais le Grand Seigneur refusa d'interdire aux Français de manifester leur zèle républicain. Il observa, en la circonstance, la plus bienveillante neutralité, allant même jusqu'à entretenir, en secret, des relations quotidiennes avec l'ambassadeur Decours, envoyé par la Révolution, qu'aucune Puissance n'avait reconnu.

Mais ne tirons pas de ces faits plus de conséquences qu'ils n'en comportent. En réalité, la Turquie ne comprit à peu près rien à l'esprit de la Révolution française. Bien suggestif à cet égard est le mémoire adressé au Sultan par Atif Effendi, ministre des affaires étrangères du moment. L'auteur voue à l'exécration „*les athées indignes comme Voltaire et Rousseau*“, qui se sont permis des critiques contre les Saints Prophètes et des insultes contre les grands souverains; il qualifie la déclaration des Droits de l'homme de „*manifeste pour exciter à la révolte*“. En fin de compte, Atif effendi recommande à son souverain de s'allier aux autres Etats pour faire revenir la France à son état d'avant la Révolution.

Tels ont été les effets de la Révolution Française en Turquie. Juste au moment où le pays avait à sa tête un Souverain qui désirait à tout prix le réformer, personne chez nous n'a pu tirer

le moindre profit des leçons profondes que la Révolution contenait. Rien n'a été fait en faveur du peuple; aucun droit ne lui a été reconnu; les Assemblées qui se réunissaient n'avaient rien d'électif. Aussi, Sélim assassiné, les quelques efforts qu'il avait faits pour les réformes administratives sont restés sur le papier et même l'organisation de l'armée nouvelle a été abandonnée comme étant une inspiration de l'esprit des infidèles.

La grande réforme de son successeur, le Sultan Mahmoud, l'anéantissement des Janissaires, ne doit pas être considérée comme un mouvement libéral, le Sultan n'ayant eu en vue que de faire disparaître un parti militaire. C'est au contraire parce que cet organisme s'était trop émancipé de la dictature Souveraine qu'il a été anéanti. Si d'ailleurs, on veut se rendre compte de l'état d'esprit qui animait à cette époque les chefs du pouvoir en Turquie, on n'a qu'à puiser dans les mille anecdotes que nous ont transmises les historiens, par exemple celles qui concernent Halet effendi, l'éminence grise de Mahmoud.

Un jour, au Conseil des Ministres l'on se préoccupait des bruits tendancieux qui circulaient en ville. Halet effendi trouva immédiatement un remède radical.

— „Faisons couper la tête au coiffeur du coin

de la Rue Okdjiler. Tous les bruits cesseront“.

L'un des présents s'étant écrié :

— „Mais c'est mon coiffeur!“

Halet effendi d'ajouter, sans s'émouvoir :

— „Je ne tiens pas à celui-là. Faisons pendre son voisin. Le but sera atteint“.

En somme, au cours des trente-huit ans qui sont écoulés de la Révolution française à l'Action Bienfaisante (c'est ainsi qu'on appelle l'anéantissement des Janissaires), la Turquie n'a tiré aucune leçon des événements européens, n'a compris aucune des idées pour lesquelles des milliers de gens périssaient, et malgré les promesses de réformes, n'a fait que s'enfoncer dans le despotisme. Au point de vue Constitutionnel et des droits accordés à la nation, c'est la nuit.

L'ère de réformes qui vient après est connue sous le nom de „Tanzimat“. Elle commence effectivement par le Rescrit Impérial de Gulhané promulgué au commencement du règne du Sultan Medjid. Des écrivains disent que vers la fin du règne du Sultan Mahmoud, un projet de Constitution avait été préparé dont la dualité des Chambres formait la pierre angulaire. Le vieux Sultan aurait adhéré en principe à cette réforme révolutionnaire pour son époque, réforme que la mort aurait empêché de réaliser. L'on m'assure

même qu'il existerait dans une des bibliothèques de la ville un exemplaire de ce projet que je n'ai pas retrouvé.

Jusqu'à la Constitution de Midhat Pacha c'est le Tanzimat qui règne; Tanzimat voudrait dire : réglementation, mise en ordre et dans un sens plus large, Réformes. Il n'est pas possible d'indiquer les contours définitifs de ces réformes. Le Tanzimat est considéré actuellement comme une expression indiquant un état d'esprit, une attitude politique. Cela répondrait au désir de s'européaniser sans tenir compte du sentiment national. Quelle est donc la place du Tanzimat dans un aperçu d'histoire constitutionnelle turque? Les deux étapes essentielles du Tanzimat sont le Firman de 1839 et l'autre c'est le Firman dont le Congrès de Paris en 1856 a pris acte. Il y a dans l'intervalle et après d'autres firmans dans le même sens et dans le même esprit. Cet esprit a été bien défini par deux Pachas. En 1830 Halil Pacha, Ministre de la Marine, a dit ces mots : „Je rentre de Russie. Je nourris plus que jamais la conviction que si nous ne nous empressons pas d'imiter l'Europe, il ne nous reste que l'obligation de retourner en Asie“. Un second l'a défini ainsi : „Nous n'avons plus le droit d'appeler Ghiaour, les Ghiaours“.

Avouons tout d'abord que les quelques ré-

formes que nous devons au Tanzimat n'auraient pas été possibles si les Janissaires avaient continué à exister. Ennemis de tout changement, leur présence était un obstacle pour toute marche en avant.

Il est absolument certain d'autre part que le premier Firman qui ouvre l'ère du Tanzimat fut inspiré en même temps que par le désir d'assurer au pays les progrès auxquels il avait droit, par la crainte qu'inspiraient aux Turcs les accords des Etats européens en vue d'imposer leur ingérence dans l'Empire sous prétexte de protéger les éléments non musulmans. La question égyptienne aussi préoccupait beaucoup la Turquie et elle a voulu acquérir par une preuve de bonne volonté la bienveillance de l'Europe.

Le 3 Novembre 1839, Abdul Medjid, en personne, entouré des hauts dignitaires civils et militaires, des chefs religieux et du corps diplomatique — parmi lequel la France était représentée par un prince de sang royal, le prince Joinville — donna lecture, au Kiosque de Gulhané, dans l'enceinte du palais impérial, du firman des réformes. Ce firman est connu sous le nom de „Rescrit de Gulhané“ et accorde aux peuples du pays, à tous les ottomans, tous droits de liberté et d'égalité. Le fait était capital. Les non-musulmans et sur-

tout les chrétiens — et c'est ce qui intéressait l'Europe — étaient mis, au moins sur papier, sur le même pied d'égalité que les Musulmans. Il serait long de relater ici les faits qui prouvent quel courage il a fallu à l'homme d'Etat sincèrement libéral qu'était Réchid Pacha pour faire ce pas en avant.

Qu'est-ce que le Rescrit de Gulhané? C'est d'abord une Charte constitutionnelle; le Sultan chargeait divers Conseils de rédiger des lois et de les appliquer; il reconnaissait l'égalité de tous devant la loi; il interdisait les corvées et les confiscations. Le Sultan faisait serment de respecter les lois du pays et s'engageait à promulguer celles que les Conseils compétents auraient élaborées.

C'est aussi un programme de réformes administratives, de réformes fiscales, de réformes militaires, de réformes judiciaires.

C'est en même temps et surtout un engagement envers l'Europe. Réchid Pacha ne s'est pas contenté d'inviter à la cérémonie de la promulgation de ce Rescrit les représentants diplomatiques, cet acte dit textuellement que „*les dispositions susindiquées se proposant de changer et renouveler de fond en comble les méthodes anciennes, notre présent Iradé Impérial sera publié et porté à la connaissance de toutes les po-*

pulations de Constantinople et des autres parties de nos domaines et officiellement communiqué à tous les ambassadeurs demeurant à Constantinople afin que les Etat aussi soient témoins que ces dispositions resteront en vigueur pour l'éternité". Le Gouvernement assumait donc ces engagements envers ses peuples et prenait à témoins les Gouvernements étrangers. Les réformes donc se faisaient pour ainsi dire sous la tutelle européenne.

Que Réchid Pacha ait voulu donner à cet acte le caractère d'une charte constitutionnelle, cela n'est pas douteux; „Que ceux, dit le Rescrit en terminant, qui agiraient contrairement à *ces lois constitutionnelles* aient la malédiction d'Allah le Tout Puissant et n'aient jamais de rédemption, Amen !

Mais Réchid Pacha devait bien savoir qu'une loi constitutionnelle n'aurait qu'une très piètre garantie si elle dépendait uniquement des Conseils nommés par le Gouvernement. Il savait bien comment les choses se passaient en Europe et comment la présence des Chambres était la seule garantie des droits des citoyens. Pourquoi donc s'est-il contenté de ces méthodes sans envergure ? Sans doute le Grand Vézir n'a pas considéré que le milieu pouvait supporter un changement plus

radical. Réchid Pacha aurait dit ceci : „Je comprends bien qu'il faut se presser, qu'il faut courir ; mais, la mentalité du pays et les superstitions qui règnent chez nous sont un grand obstacle à notre marche et c'est là notre malheur !“ D'ailleurs l'on voit très bien que Réchid Pacha a senti le besoin de s'assurer autant que possible les bonnes grâces des religieux ou tout au moins de neutraliser leur opposition. C'est pourquoi il commence son rescrit en déclarant que la Turquie avait été forte et puissante tant que les préceptes glorieux du Coran et les règles du Cheri avaient été respectés et que c'était seulement depuis cent cinquante ans que la situation du pays a empiré, et cela surtout par la violation des préceptes religieux.

Cependant, en dépit des concessions faites à l'esprit réactionnaire, en dépit de la prudence extrême du parti libéral qui se contentait pour toute Charte constitutionnelle d'un programme de réformes sans faire intervenir l'élément électif, les vieux partis l'emportèrent et Réchid Pacha dut bientôt leur céder la place.

La seconde date essentielle dans l'ère du Tanzimat c'est le Firman de réformes du 28 Octobre 1852 par lequel fut consacrée l'organisation des Vilayets et l'intervention de l'élément local. C'est ainsi que les non musulmans obtenaient le droit

de participer aux conseils d'administration. C'est de ce firman que le Congrès de Paris prit acte et qui de la sorte devenait un instrument international.

Entre le rescrit de Gulhané et le Firman de 52 et après cette date d'autres firmans ont été promulgués. Les lois sur l'administration des Vilayets amendées ultérieurement (1884 et 1875) peuvent être considérées comme un pas en avant vers la participation du peuple à l'administration Publique.

L'ère de Tanzimat, quoique constituant une étape importante dans l'histoire turque, ne produisit pas les résultats que l'on en pouvait attendre. C'est que tous ces efforts n'émanaient pas de la volonté du pays; bien au contraire, l'esprit de ces réformes répugnait au peuple. Elles étaient voulues non pas même par une minorité mais simplement par quelques hommes isolés qui y voyaient l'unique moyen de faire avancer le pays et pensaient surtout calmer les esprits en Europe. Et puis le Tanzimat est né un peu sous la tutelle des Etrangers et c'était là une raison pour lui faire perdre les sympathies nationales. Enfin, tous les pays de l'Europe n'avaient pas manifesté pour ces tentatives la même bienveillance. Metternich s'acharnait à dissuader la Turquie de se rapprocher de tout mouvement constitutionnel et lui conseil-

lait avec chaleur de s'attacher aux institutions traditionnelles. Seule la France a prêté un concours sincère aux efforts des libéraux turcs dans toutes les branches et surtout dans l'organisation de l'instruction publique. Mais la défaite de 1871 obligea la France à ne pas s'occuper de la question orientale aussi activement qu'auparavant. On peut dire que la Constitution jeune turque n'a hérité de l'ère du Tanzimat (sauf l'œuvre de Midhat Pacha) aucune tradition constitutionnelle.

CHAPITRE II.

La Constitution de Midhat Pacha Avant la promulgation.

Si nous avons consacré quelques pages au Tanzimat, c'est que la première constitution turque, celle de Midhat, en est la conséquence ou plutôt la suite logique.

L'idée qu'il fallait considérer comme égaux tous les éléments vivant sous le sceptre du Sultan, qu'il fallait reconnaître à tous, Musulmans ou non musulmans les mêmes droits, était si étrange qu'il fallait un grand courage pour le proclamer; Réchid Pacha, qui était un grand homme d'Etat et un sincère libéral, eut ce courage mais il rencontra une si forte opposition qu'il est mort sans avoir pu récolter les fruits qu'il attendait.

Deux hommes d'Etat, élevés à son école, prirent sa succession: Aali et Fouad Pacha, sincères partisans des réformes, occupèrent alternativement le Grand Vézirat et le Ministère des Affaires Etrangères et luttèrent de toutes leurs forces pour que l'esprit du Tanzimat restât vivant. Mais ces hommes généreux avaient à lutter d'une part contre l'esprit nettement réactionnaire du peuple

pour qui les idées constitutionnelles étaient un langage inconnu et d'autre part contre l'esprit de plus en plus despotique du Sultan Aziz.

Midhat Pacha, sans pouvoir être considéré comme un élève direct du groupe Réchid, Aali et Fouad Pacha, a été, dans la voie des idées nouvelles, un champion aussi décidé que ses prédécesseurs mais plus audacieux qu'eux. Homme actif et d'initiative, esprit pratique et assoiffé de progrès il a donné, partout où il a été appelé à diriger un Vilayet, des preuves éclatantes de capacité. Toutes les difficultés qui avaient pu surgir lorsqu'il était Gouverneur général dans une province, ont toujours été aplanies avec tact et sans que la dignité du Gouvernement fût entamée.

En homme sensé, il s'était vite convaincu, surtout lorsqu'il occupait le poste de Gouverneur Général du Vilayet du Danube, qu'il fallait au grand mal dont souffrait la Turquie, un remède plus radical et il le trouva dans la promulgation d'une Constitution et la création des Chambres. A partir de ce moment-là cette pensée devint pour lui une idée fixe dont il s'inspira dans tous ses actes.

Le despotisme du Sultan Aziz prenait chaque jour des proportions inquiétantes, faisant éclater des incidents pleins de menace dans divers

Vilayets de Roumélie et principalement en Bulgarie, Serbie et Monténégro. Ces révoltes continuelles que la Russie favorisait et les efforts que cette même puissance faisait en vue de rendre inopérante toute réforme en Turquie, rendaient la situation très grave. L'état financier était déplorable, ce qui n'empêchait pas le Sultan d'exiger du Trésor des sommes fantastiques. La situation devint plus mauvaise encore sous le Vézirat de Mahmoud Nédim Pacha, l'ancien ministre de la marine, qui poussa le gaspillage à son comble et dont l'impopularité dut finalement s'effacer devant la popularité de Midhat Pacha.

Mais celui-ci ne put pas arracher le souverain à l'influence néfaste de Mahmoud Nédim, qui revint au Grand-Vézirat et qui favorisa plus que jamais, pour plaire au Sultan Aziz, les pillages et les prévarications.

Midhat comprit que, avec un pareil souverain, aucune réforme ne serait possible, et il favorisa le mouvement qui aboutit au détronement d'Abdul Aziz au profit du prince-héritier Mourad.

Midhat Pacha, poursuivant son idée fixe, voulut alors, à l'occasion du premier rescrit que les Sultans promulguaient d'habitude pour informer les peuples de leur avènement, publier tout de suite

la Charte dont les grandes lignes étaient déjà tracées par lui.

Les jeunes turcs avaient commencé une campagne de presse en faveur de ces idées tout à fait neuves pour le pays. Mais les collègues de Midhat, ceux qui précisément avaient travaillé avec lui pour détrôner le tyran, opposèrent mille objections à cette charte et Husséin Avni Pacha déclara que la nation n'était pas en état de recevoir une telle faveur. Midhat Pacha fut obligé de se déclarer satisfait par la réduction de l'apanage impérial, la restitution au trésor des Mines d'Héraclée et d'autres domaines impériaux et de se contenter de la promesse d'inscrire dans le rescrit que des lois essentielles seraient promulguées conformément aux capacités du peuple.

Sans perdre courage, Midhat Pacha revint à la charge et peu après l'avènement du Sultan Mourad un grand Conseil se réunit au Chéik-ul-Islamat où étaient invités aussi quelques hauts dignitaires. Midhat Pacha fit un long discours pour faire adopter le projet qui lui tenait tant à cœur et finit son discours par ces paroles : „*Suléiman Pacha (le Directeur de l'Ecole Militaire) a fait la traduction de la Constitution française ; il vous en donnera lecture*“. Mais le Chéik-ul-Islam trouva qu'une assemblée nationale était

inutile et qu'un Conseil des religieux qui donnerait son avis sur toute question était suffisante, et le Grand Vézir s'opposa nettement à la création d'une telle Assemblée.

Pour Midhat Pacha et ses partisans, la déchéance avait eu uniquement pour but de promulguer la Constitution. Or ce but s'éloignait de plus en plus.

Trois mois plus tard, le jeune souverain, dont l'esprit avait été fortement ébranlé par tous ces évènements, était remplacé par Abdul Hamid.

Quelques jours auparavant, à la suite d'un incident diplomatique avec l'Autriche, un grand Conseil avait été réuni à la Sublime Porte. Midhat Pacha en profita pour prouver que seule la promulgation de la Charte Constitutionnelle pouvait être un remède radical à tous les maux. Dans cette séance et dans un Conseil tenu au Chéik-ul-Islamat, le texte de Midhat Pacha fut enfin admis à la majorité, et une commission spéciale fut formée sous sa présidence pour retoucher quelques articles. Des copies furent envoyées à tous les princes y compris Abdul Hamid.

Ce prince rusé et ombrageux se déclara très satisfait et fit montre d'opinions libérales. Il déclara qu'il n'accepterait jamais le trône si la Constitution n'était pas promulguée!! Midhat Pacha

crut à la sincérité de ces convictions, quoique dans l'entourage du Souverain l'on fit courir des bruits persistants que le but de Midhat Pacha était de faire décréter la République. Hamid rappela au Grand Vezirat Midhat Pacha et finit par accorder la Charte Constitutionnelle. Midhat eut cependant à étouffer un commencement d'effervescence parmi les Softas, opposés à la création du Parlement, et dans le Conseil qui se réunit pour mettre au point le texte de la Constitution, et qui comprenait un certain nombre de religieux, Midhat se heurta à de nouvelles oppositions. Son collègue Djevded Pacha, ministre de la Justice, déclara que puisque la Turquie avait le bonheur de posséder un roi sage, cette Charte devenait inutile. Midhat Pacha répondit qu'il n'était là que pour promulguer cette Charte et que si l'on s'y opposait il était décidé à démissionner.

La Constitution fut promulguée avec grande pompe le 7 Zilhadjé 1293 (10 Décem. 1876 samedi).

CHAPITRE III.

La Constitution de Midhat Pacha Considérations générales.

La Charte que Midhat Pacha avait réussi à mettre au jour après tant de lutttes était accompagnée d'un Hat-i-Humayoun que le Sultan Hamid adressait à „Son illustre Grand Vézir Midhat Pacha“. Ce rescrit commence par reconnaître que la décadence de l'Empire est dûe plutôt à la mauvaise gestion des affaires intérieures qu'aux difficultés extérieures. Puis Abdul Hamid déclare que la première étape en vue de remédier à cet état de choses a été fixée par son père, le Sultan Medjid, qui avait décrété le Tanzimat, dont la charte actuelle n'est que la conséquence. Il attribue donc à Abdul Medjid l'honneur d'être le rénovateur de l'Empire car, dit-il, si au moment de la promulgation du Tanzimat les conditions sociales l'avaient permis, le Sultan Medjid aurait déjà appliqué les règles constitutionnelles actuelles. Il proclame que le but essentiel est d'empêcher qu'une seule personne ou qu'un groupe de personnes ne puisse, par des moyens despotiques, porter atteinte aux droits des citoyens. Enfin, le Sultan souligne que les prin-

cipes de cette Charte ne sont pas opposés au Chéri et demande à son illustre Grand Vézir de l'appliquer à la lettre et de préparer d'urgence les textes de loi dont parle cette Constitution.

La Charte contient 12 rubriques ou chapitres et 119 articles. On ne trouve pas beaucoup de logique dans la disposition des articles, mais on voit que les auteurs se sont beaucoup inspirés des textes français et surtout des idées de la Révolution. La traduction de cet acte ayant été publiée dans l'annuaire de législation étrangère (année 1877 pages 707 et suivantes) nous nous dispensons de rapporter ici ces articles. Nous nous contenterons de jeter un coup d'œil d'ensemble sur ce document capital :

La Constitution commence par mettre toutes les villes de la Turquie sur un pied d'égalité. En effet, Constantinople jouissait de grands privilèges. La population n'était pas astreinte au service militaire et était exempte d'impôts. Ces privilèges s'expliquaient par des raisons politiques. Le Sultan vivant dans cette ville, tenait à s'attacher sa population et voulait compter sur sa reconnaissance. Mais la constitution promulguée au nom de l'égalité ne pouvait pas laisser la capitale au-dessus du droit commun, et maintenir un état de choses qui donnait lieu à beaucoup d'abus. Ce

que la France avit fait au moment de la Révolution, par l'abolition des classes, Midhat Pacha le faisait en instituant l'égalité des villes.

Disons aussi à l'honneur de Midhat Pacha qu'il voulut dès ce moment-là séparer la religion de l'Etat, mais il rencontra, même parmi ses collègues du Cabinet et même parmi ceux qui avaient conspiré avec lui, si peu de compréhension pour ses idées, et d'autre part il était obligé de livrer une lutte si acerbé contre le Sultan Hamid qu'il finit par céder sur ce point si important ; autrement il eût couru le risque de voir toute son œuvre étouffée dès sa naissance.

Après avoir érigé en principe l'irresponsabilité du Sultan et avoir mis sous la garantie de toute la nation les droits de la dynastie et leur apanage, la Charte fixe les prérogatives du Souverain. La bataille dut être assez dure avec le Sultan qui se montrait très jaloux de ses prérogatives. Midhat Pacha voulait, dès le début, adopter le système du Cabinet, et accorder au Sultan le droit de charger quelqu'un de sa confiance pour former le Ministère. Hamid s'y refusa, exigea et obtint le droit de nommer et destituer tous les Ministres. C'était une lacune sérieuse dans le fondement même de la nouvelle institution. Le Sultan se réserva aussi, comme on le verra plus loin, le

droit de convoquer et de suspendre à volonté le Parlement et même de dissoudre la Chambre, à condition de procéder à de nouvelles élections. Ce droit de dissolution, recommandable en principe, était critiquable en fait, à cause de la longueur du délai fixé, qui était de six mois. On devine qu'il pouvait se passer bien des choses dans un si long espace de temps.

La Charte en parlant de l'égalité de tous les citoyens, indiquait nettement qu'aucune différence ne serait faite entre les différents rites et religions. On voulait, par cette déclaration, rassurer l'Europe au sujet des populations chrétiennes habitant la Turquie. Sur ce point, bien que s'inspirant des principes de la Révolution française, la Constitution turque était beaucoup plus timide. Elle est loin d'assurer d'une manière efficace la souveraineté de l'Etat puisqu'elle reconnaît des privilèges aux communautés religieuses, privilèges qui n'ont rien à voir avec la liberté de conscience ni du culte, puisqu'ils vont jusqu'à attribuer à ces communautés le droit de distribuer la justice et de s'assurer des revenus. De même, tout en déclarant le principe de l'unité de l'enseignement, la charte de 1876 admet les écoles des confessions non-musulmanes. Midhat Pacha n'a pas voulu, ou plutôt n'a pas pu agir de manière plus radicale;

d'autre part si l'intérêt de la politique intérieure a présidé à cette rédaction on comprend que la préoccupation de plaire aux puissances étrangères n'en fut pas non plus absente.

Quant à la formation du Cabinet, c'est le Sultan qui confiait à des personnages de confiance les fonctions de Grand Vézir et du Chéik-ul-Islam. Il nommait de même les autres ministres. Le titre de Caliphe, inséparable de celui de Sultan, exigeait la présence dans le Cabinet d'un représentant du souverain pour les questions religieuses, le Grand Vézir étant son représentant pour les questions politiques et administratives. A ce sujet la lutte fut dure. Midhat Pacha se contenta d'une rédaction un peu ambiguë en faisant une distinction entre la façon de choisir de Grand Vézir et le Chéik-ul-Islam et celle de désigner les ministres. Mais Hamid interpréta à sa guise le texte et s'attribua le droit de destituer un ministre quelconque qui lui déplaisait. Le système du Cabinet n'était qu'un trompe-l'œil. En fait, la volonté du Sultan prédominait. D'ailleurs tous les efforts de Midhat pour faire abandonner le titre de Grand Vézir et de le remplacer par celui de président du Conseil n'avaient abouti à rien. Le Conseil des Ministres, réuni sous la présidence du Grand Vézir, devait obtenir l'autorisation du Sultan

pour l'exécution de toute décision importante.

En cas de désaccord entre le Cabinet et le Parlement, chacun persistant dans sa manière de voir, le Sultan a le droit de changer son Cabinet ou de dissoudre la Chambre. L'exécutif a le droit, au moment où le Parlement ne siège pas, de promulguer des lois provisoires, exécutoires jusqu'à la ratification de Parlement.

La Charte parle aussi du droit d'interpellation des députés et de l'obligation pour les ministres d'y répondre ou d'ajourner, sous leur responsabilité, la réponse. Mais l'article est imparfait et n'indique pas, au moins de manière précise, ce qui adviendrait au cas où les explications du Ministre ne satisfaisaient pas l'Assemblée. D'autre part les députés ne peuvent pas se réunir sans invitation impériale. Le Sultan peut à volonté réunir et clôturer les Chambres avant les délais constitutionnels, de sorte que ces délais ne sont inscrits dans la constitution que *pro forma*. Le Sultan donnera lecture du discours du trône à l'ouverture de la Session pendant laquelle les Députés et les Sénateurs prêteront serment de fidélité au Sultan et à la Constitution, mais le Sultan n'est pas tenu à prêter serment.

La procédure concernant la confection des lois mérite d'attirer notre attention. Le Cabinet

peut proposer des lois, les deux Chambres aussi, mais celles-ci ne peuvent le faire que dans la limite de leurs attributions propres, limites que la Constitution ne définit pas du tout. Dans ce cas-là, d'ailleurs, le projet de loi sera également soumis par le canal du Grand Vézirat au Sultan et dans le cas où le Sultan voudra bien l'autoriser, le Conseil d'Etat sera chargé de rédiger le texte d'après les renseignements et les éclaircissements qu'il obtiendra des départements compétents. Ces lois confectionnées par le Conseil d'Etat devront être votées article par article et dans l'ensemble par la Chambre des Députés et par le Sénat et n'entreront en vigueur que si elles obtiennent l'approbation impériale. Seuls les ministres ou leurs représentants, ou les fonctionnaires invités par eux sont admis à donner des explications sur les lois à élaborer.

Il est facile de constater que par la façon de choisir les membres du Cabinet, par le droit absolu du Sultan de dissoudre la Chambre et de raccourcir les sessions, par la procédure de la confection des lois faisant tout dépendre de la volonté souveraine, Sultan Hamid était parvenu à réduire les effets de cette Charte à leur minimum. Midhat Pacha dût se contenter de ce minimum car il n'y avait pas moyen d'obtenir

cette Constitution par un mouvement populaire.

Tous les sénateurs sont choisis par le Sultan, ce qui met la Chambre Haute sous sa complète dépendance.

Le Sénat jouit de prérogatives importantes. Il rejette de manière définitive, en indiquant les raisons, ou amende toute loi qui lui est soumise et la renvoie à la Chambre. Il reçoit directement des requêtes du public, requêtes qu'il peut transmettre, s'il le croit opportun, au Grand Vézirat en y joignant son avis propre.

La Charte fixe à un pour 50.000 habitants mâles le nombre des députés à élire. Les élections se font au scrutin secret et à deux degrés. Les députés ne peuvent cumuler à aucune fonction de l'Etat sauf celle de ministre. Ils doivent être âgés d'au moins trente ans et sont élus pour quatre années. Les élections doivent commencer quatre mois avant l'ouverture des séances fixées en Octobre. Les Députés doivent être originaires de la province qui les élit, mais ils représentent tout le pays. En cas de dissolution par le Sultan, de nouvelles élections auront lieu dans un intervalle de six mois. Le président et le vice-président de la Chambre seront choisis chacun sur une liste de trois personnes présentée par l'Assemblée. La Chambre n'est donc pas complètement maîtresse

dans la formation de son bureau. Les séances sont publiques sauf si le Ministère ou quinze députés demandent une séance à huis clos. La Chambre peut accepter, rejeter ou modifier toute loi; mais, en matière budgétaire, son autorité est très limitée. Elle ne peut, sur ce chapitre, prendre de décision qu'avec accord parfait avec le Cabinet.

La Haute Cour a une organisation spéciale: elle est composée de trente membres, dix sénateurs, dix Conseillers d'Etat, dix membres de la Cour de Cassation et de la Cour d'Appel. Sur ces trente membres, neuf, choisis au sort, à raison de trois pour chaque catégorie, forment la Chambre des mises en accusation, qui décide de la culpabilité à la majorité des deux tiers; les 21 membres restants jugent souverainement et définitivement, également à la majorité de deux tiers. J'avoue que personnellement je préfère ce genre de Haute Cour à celle qui est admise en Europe, où les passions politiques jouent quelquefois un plus grand rôle que le strict sentiment de la justice.

Un chapitre est consacré aux « Finances ». D'abord aucun impôt ne peut être perçu sans une loi *ad hoc* et on ne fait *rien en dehors du budget* dont les articles de la loi qui l'accompagne sont votés chacun séparément et les listes annexées sont votées par chapitre. Le budget doit être

remis à la Chambre dès l'ouverture de la Session et aucune dépense n'est admise en dehors du budget; cependant exception est faite pour les périodes où la Chambre est en congé et en cas d'extrême urgence. Par Iradé Impérial et sous la responsabilité des Ministres, ces dépenses extraordinaires sont autorisées sous réserve de les soumettre au Parlement dès sa réunion. Le budget est voté pour une année. Mais si le Parlement se sépare sans voter le nouveau, on appliquera l'ancien jusqu'à la réunion de la Chambre.

Le Chapitre consacré aux « Provinces » fixe comme principe essentiel la décentralisation provinciale, promet une loi pour assurer de manière plus libérale la réunion d'un Conseil général dans le chef-lieu de chaque province, indique quelles seront les grandes lignes de cette loi concernant les Conseils généraux, accorde à chaque communauté non musulmane le droit de former dans chaque arrondissement un Conseil Communal dont les attributions sont fixées, et enfin déclare que les Conseils Municipaux seront recrutés par élections publiques.

Le tout dernier chapitre contient six articles. L'article 113 est peut-être le plus fameux de la Charte puisqu'il a été le microbe qui a pour ainsi dire dévoré toute la bâtisse. La première partie

de cet article accorde au Gouvernement le droit de faire déclarer l'état de siège dans une partie quelconque de l'Etat. *Mais le second paragraphe donne uniquement et exclusivement au Sultan le droit d'expulser du pays toute personne qui, d'après enquête de la police, aurait troublé la Sécurité de l'Etat.* Cet article annulait d'un trait de plume les garanties plus ou moins illusoires que tout le reste de la Charte paraissait vouloir accorder et avant même la convocation de la Chambre, Hamid, comme nous le verrons plus bas, l'appliquera à Midhat lui-même.

Les modifications à la Constitution exigeront les votes de deux tiers des députés et de deux tiers du Sénat et l'approbation impériale. Le droit d'interprétation des articles de la Constitution revient au Sénat. Les règlements et coutumes en vigueur seront respectés jusqu'à ce qu'ils soient modifiés par de nouveaux textes.

Le dernier article décrète que le règlement provisoire rédigé pour les élections n'aura de valeur que pour la première session. Les élections se sont faites à deux degrés et les électeurs âgés de 25 ans ont été soumis à un cens.

CHAPITRE IV.

La Constitution de Midhat Pacha. Son application et son abrogation.

Telle est la Constitution de Midhat Pacha, la première et la seule qui ait été promulguée en Turquie, jusqu'au récent Statut organique d'Angora, qui sera étudié ultérieurement.

Cette Constitution de Midhat Pacha ne devait pas avoir une longue carrière. Elle n'aurait même probablement jamais vu le jour si des raisons d'ordre extérieur n'avaient amené sa promulgation.

C'est un fait à noter, en effet, que chaque fois qu'un homme d'Etat Turc a voulu faire des réformes libérales il n'a pu les faire admettre qu'à la faveur des préoccupations d'ordre extérieur. Le Tanzimat, soit par son rescrit de Gulhané, soit par son Firman de Réformes dont le Traité de Paris a pris acte, en sont des preuves palpables. Le premier Iradé a été promulgué à l'occasion de la question d'Egypte (Révolte de Mémet Ali) et le second à l'occasion des événements qui ont précédé la Guerre de Crimée. La Constitution de Midhat Pacha ne fait pas exception. Certes, Midhat Pacha n'a pas voulu faire promulguer cette

Charte en vue de donner de l'apaisement aux puissances étrangères, il voyait dans cette promulgation, en s'exagérant même un peu l'effet magique de la publication de cette loi, une panacée à tous les maux dont souffrait la Turquie; mais c'est également à l'occasion d'un événement d'ordre extérieur, et l'on pourrait même dire grâce à lui, que la Constitution a vu le jour.

En effet, vers la fin du règne du Sultan Aziz et pendant les trois mois du règne du Sultan Mourad, les Balkans avaient pris feu. Des révoltes du côté du Monténégro et de la Serbie avaient obligé l'Etat à procéder à des opérations militaires d'assez grande envergure et des rébellions du côté de la Bulgarie venaient aggraver les préoccupations de la Sublime Porte. Celle-ci savait bien que tout cela était dû aux intrigues et instigations de la Russie. La défaite de la France causait à la Turquie le plus grand préjudice. L'Angleterre ne pouvait pas compter sur sa collaboration pour contrecarrer les vues des Russes; c'est ainsi que ceux-ci sont parvenus à convaincre l'Angleterre d'abord, puis les autres Puissances, de signer et de présenter à la Sublime Porte un protocole indiquant les exigences de l'Europe en faveur des provinces balkaniques de la Turquie. Celle-ci, qui, sur les menaces de la Russie, avait

dù cesser les opérations militaires, ne pouvait se décider à accepter les injonctions de ce protocole. La Turquie devait accepter l'autonomie de ces provinces et sa souveraineté était mise en jeu. On sentait la poudre dans l'air et la Russie procédait à des préparatifs sérieux de guerre. L'Angleterre, tout en conseillant d'accepter le protocole, dans l'intérêt de la paix, avait préféré adopter une attitude équivoque, prodiguant à la Porte, tantôt des encouragements et tantôt des découragements. A bout d'arguments, Midhat Pacha eut recours à celui-ci : „l'Europe, par son protocole, désire voir la situation des populations des provinces Balcaniques améliorée, elle désire pour y arriver nous imposer des réformes ; or, la Constitution s'engage déjà à appliquer des réformes dans tout l'Empire dans l'esprit le plus large ; promulguer la Constitution, appliquer à la hâte certaines mesures urgentes dont parle le protocole, donner une preuve sincère de bonne volonté serait le meilleur et peut-être l'unique moyen d'éviter l'intervention européenne. Nous donnerions de la sorte à l'Angleterre la possibilité de s'opposer aux exigences interventionnistes de la Russie“.

On peut être certain que c'est cet argument plus que tout autre qui a influé sur l'esprit du Sultan Hamid et sur celui de tous les dignitaires

de l'Empire. Ruchdi Pacha, le Grand Vézir qui, avec la collaboration de Midhat Pacha avait procédé au détronement du Sultan Aziz, a avoué que sans la situation critique dans les Balkans et les menaces d'intervention européenne, il n'aurait jamais voté pour la Charte. Cette opinion était partagée par presque tous les hommes d'Etat et encore plus par le Sultan et son entourage.

Les Turcs se refusant à accepter le protocole, l'Europe a proposé de convoquer une conférence à Constantinople afin de discuter les propositions Européennes. La Turquie n'a pas pu se refuser à cette proposition et les Six Grandes Puissances ont envoyé leurs représentants à la capitale du Calife; l'Angleterre avait envoyé le Ministre des Indes, Marquis de Salisbury et la Russie le général Ignatieff; la conférence devait se réunir le 10 Déc. 1876.

Midhat Pacha multiplia ses efforts en vue de faire devancer la promulgation de la Charte, et dans une note qu'il remet au palais, il dit qu'il n'y a pas de temps à perdre, que la Conférence ne fera qu'approuver le protocole de Londres et que, si d'ici quatre ou cinq jours la Charte n'est pas promulguée, on sera obligé d'accepter l'autonomie des provinces Balkaniques.

L'argument a porté, et le jour même où les Délégués des Grandes Puissances se réunissent à

la Corne d'Or, au Ministère de la Marine, le 10 Décembre 1876, ils sont surpris d'entendre les cent et un coups de canon qui annoncent l'entrée de la Turquie dans la voie démocratique. Les Délégués Turcs expliquent à leurs collègues l'importance de l'évènement. La Conférence commence donc sous des auspices autres que ceux qu'on avait primitivement escomptés. Les représentants de la Turquie reprennent leur traditionnel argument : „La nouvelle Constitution rend superflues les demandes contenues dans le Protocole“. Ignatieff répond que ce n'est pas la première fois que la Turquie avait promis des réformes pour éviter une intervention et qu'il ne pouvait pas faire crédit à des promesses faites pour le besoin de la cause. Le marquis de Salisbury, délégué anglais, élève aussi des doutes. Il déclare qu'on ne peut pas appeler „Constitution“ une loi contenant le fameux article 113, et que, puisque le Sultan, en dehors du Parlement et même du Cabinet, a le droit, sur un simple rapport de police, d'expulser un citoyen turc, on ne peut plus parler ni de liberté individuelle, ni d'inviolabilité de domicile, ni d'institution démocratique.

Mais Midhat Pacha tient bon et la Conférence se disperse après avoir présenté une liste de réclamations différant très peu du protocole de Londres.

Cependant, quoique ayant refusé les conclusions de la Conférence, Midhat Pacha était décidé à y donner largement satisfaction de son propre gré. Il voulait à tout prix éviter la guerre. Mais le Sultan qui tenait de plus en plus en suspicion Midhat Pacha — lequel avait également contre lui toute la camarilla du Palais — le Sultan, donc, se refusa à adopter les vues de son ministre. Par exemple, Midhat voulait ouvrir les portes des hautes écoles militaires aux chrétiens; Hamid s'y opposa, et ainsi de suite. Midhat qui n'avait pas encore une idée exacte de l'audace d'Abdul Hamid lui adressa une véritable mercuriale. Il lui dit nettement qu'il était là pour inviter le Sultan à son devoir et qu'en publiant la Charte il n'avait pas agi seulement par crainte de l'Europe.... «La Charte vous indique votre devoir, dit-il, et malgré tout mon attachement au trône, notez que je ne vous obéirai pas dans la moindre injonction contraire aux lois». Et il terminait par cette phrase: „Majesté, voilà neuf jours que vous continuez à refuser votre approbation à toutes les propositions que je vous ai soumises. Vous refusez les lois et règlements qui peuvent être comparés aux outils des ouvriers; il n'est pas possible de travailler sans instruments. Je puis dire que vous tenez à ruiner les fondements de cet empire qui vient à

peine d'échapper au danger de la destruction à la suite des convulsions terribles que nous cherchons à réparer. Si vous tenez à me destituer pour ces raisons, je prie Votre Majesté de charger une autre personne qui puisse combiner les intérêts du pays avec Votre manière de voir“.

C'était trop fort pour le caractère despotique du Sultan Hamid. Sa colère augmenta à la suite de l'attitude de la presse où Zia Pacha et Kémal Bey, deux grands écrivains turcs amis de Midhat, faisaient de la propagande pour les idées nouvelles; ils attribuaient tout l'honneur de la promulgation de la Charte à Midhat et relevaient qu'il suffisait d'un avis juridique (Fetva) du Chéik-ul-Islam pour détrôner un Sultan. Celui-ci ordonna que Zia Pacha et Kémal Bey fussent expulsés de Constantinople. Zia Pacha accepta un poste et quitta la capitale; mais Kémal Bey s'étant refusé à s'en éloigner et le Sultan insistant absolument pour son départ, Midhat répondit qu'il ne disposait d'aucun moyen légal qui l'autorisât à obliger un citoyen à quitter Constantinople.

Peu de jours après Midhat était invité au Palais et informé qu'en vertu de l'article 113 de la Charte, le Sultan l'invitait à quitter le pays. Le Sultan avait obtenu du préfet de police une note de deux lignes où il était dit qu'un agent secret

avait entendu deux individus s'entretenir dans un café et que ceux-ci disaient que Midhat Pacha se préparait à décréter la dictature en sa propre faveur. Midhat Pacha fut obligé de s'embarquer immédiatement, sans même retourner chez lui, à bord d'un bateau qui l'emmena à Naples. Le fameux article 113 avait été appliqué pour la première fois contre Midhat Pacha lui-même.!!

Malgré toute l'antipathie que Hamid et tous les hommes d'Etat Turcs ressentaient pour l'œuvre de Midhat Pacha, ils n'en abandonnèrent pas immédiatement l'application, pour ne pas avoir l'air d'indentifier la Constitution avec la personne de Midhat, et pour se donner, à eux-mêmes, le bénéfice de cette œuvre. Le lundi 7 Mars 1877, la nouvelle Chambre, élue conformément à la Constitution, ouvrait ses séances sous la Présidence de Hassan Fehmi Effendi, avocat que Hamid avait tout de suite attiré vers lui. Le Sultan prépara un long message pour la Chambre, où il voulait prouver qu'il n'était pour rien dans les désastres de la campagne en cours comme on l'en avait accusé. Le Grand Vézir eut peine à le dissuader d'envoyer ce message, et le seul argument qui put le décider fut que, par cette attitude, le Sultan faisait abandon de toutes ses prérogatives, se mettait sous la tutelle du Parlement.

Au cours de cette session, devant les désastres qui s'accumulaient, le Parlement ne conserva plus la même attitude conciliante. Il devint agressif, attaqua tout le monde, exigea des comptes; le Palais ne fut pas épargné. Le Sultan décida la dissolution et pensa que Ahmed Vefik Pacha, le premier président de la Chambre devenu ministre, serait le plus à même de mener à bonne fin ce projet. Ahmed Vefik accepta le Grand Vézirat en posant trois conditions: 1^e). Il deviendrait président du Conseil et pas Grand Vézir; cela voulait dire qu'il tenait à être maître absolu dans le choix de ses ministres; 2^e). Il exigeait la destitution d'ores et déjà de deux ministres qu'on accusait d'avoir transféré toute l'autorité de la Sublime Porte à la Cour et désirait attribuer le Ministère de l'Intérieur à la présidence du Conseil; 3^e). Le Sultan devait promettre d'approuver tous ses actes.

Vefik Pacha arriva au pouvoir, prononça la dissolution de la Chambre, invita les Députés à rentrer dans leur pays, s'opposant de la sorte au désir du Sultan de renvoyer par devant la Cour Martiale ceux des parlementaires qui s'étaient le plus élevés contre la gestion publique.

La Charte de Midhat Pacha avait vécu.



CHAPITRE V.

La Constitution Jeune Turquie.

Depuis le jour où la Constitution de Midhat Pacha, après deux sessions parlementaires, fut abrogée jusqu'à la réunion du Parlement Jeune Turc en 1908 trente ans se sont écoulés.

Il est superflu de relever ici le tort incalculable que fit à la Turquie le régime de terreur et nettement opposé à tout progrès qui a dominé pendant un tiers de siècle. Ce fut une lutte ardue et constante entre le Sultan Hamid et l'esprit constitutionnel. Hamid était littéralement malade et peureux jusqu'à la folie pour le salut de sa personne et de son trône. Arrivant après deux sultans successivement déposés, il fut pris, dès le premier moment, d'une manie de la persécution qui ne fit que s'aggraver de jour en jour. Sa Camarilla, loin de réagir contre cette phobie, l'a, par intérêt, excitée et exploitée. Sans cette manie, le Sultan Hamid aurait pu être un excellent souverain; cette idée fixe a fait de lui le véritable responsable du non relèvement de la Turquie.

Il serait trop long de relater les mesures tantôt tragiques, tantôt comiques et toujours folles aux-

quelles ce Sultan maniaque recourait pour détourner les esprits des préoccupations constitutionnelles. La rigueur de la censure arriva à un tel degré que certains mots : justice, liberté, parlement, disparurent des dictionnaires. Que dis-je ? On les expulsa même du texte du Coran !!.

Cependant les écoles, tant bien que mal, continuaient leur besogne ; Galata-Sérail, fruit du Tanzimat, grand établissement créé sur les conseils de la France et où les études se faisaient en français ainsi que l'école de Médecine et les écoles de Droit et Militaires continuaient à former une jeunesse avide de lecture et qui comparait la situation de la Turquie à celle des autres pays d'Europe et surtout à celle des pays nouvellement détachés de l'Empire. Tous croyaient peut-être avec exagération, qu'il suffirait de remettre en vigueur la Constitution pour que cette infériorité disparût.

De sorte que le but visé par tous les jeunes Turcs qui s'étaient réfugiés en Europe était l'application de la Constitution. Ces efforts n'auraient pas abouti si, non contents des efforts plus ou moins illusoires qu'ils déployaient en Europe, ils ne s'étaient pas décidés à se former en société secrète en Macédoine. Les loges maçonniques servirent de berceau et de lieu de réunion aux premiers conciliabules.

Une fois de plus, c'est sur la pression d'une intervention extérieure que les patriotes se résolurent à porter le dernier coup au despotisme. En effet, l'empereur de Russie avait eu à Reval, avec quelques souverains étrangers, des conversations au cours desquelles des mesures touchant à l'indépendance de la Turquie avaient été décidées. Enver et Niazi, deux sous-officiers, se révoltèrent en exigeant le rétablissement de la Charte. Il est avéré qu'un peu plus d'énergie de la part du Sultan aurait très facilement enrayé le mal. Il en manqua et la Constitution rentra en vigueur.

Car il n'est pas tout à fait exact de parler, comme nous l'avons fait, de l'abrogation de la Charte de Midhat. En réalité, cette Charte accompagnée de la lettre du Sultan à son Grand Vézir Midhat Pacha, était publiée chaque année en tête de l'annuaire officiel. Le Sultan avait simplement ajourné son application. La Constitution indiquait à quelle date chaque année les Chambres devaient se réunir; mais le même texte ne donnait-il pas au Sultan le droit de proroger les Chambres, de raccourcir leurs sessions et même de dissoudre le Parlement? Ces droits Abdul Hamid en usait, au point de transformer en moyens de despotisme les articles de la Constitution.

Les Jeunes Turcs étaient parvenus à faire

lancer des divers points de Macédoine des dépêches alarmantes au Palais.

Le Cabinet, réuni, constata que les exigences du mouvement insurrectionnel consistaient surtout dans la proclamation de la Constitution, que celle-ci était en vigueur et avait été simplement ajournée pour un temps provisoire. Les ministres décident de convoquer la Chambre, en soulignant qu'il s'agissait, en l'espèce, d'une initiative Califale.

Les Jeunes Turcs, un peu étonnés de leur facile victoire, commencèrent par témoigner beaucoup d'égards au Sultan. Ils n'osent même pas prendre la Direction du Gouvernement à la tête duquel restent les vieux hommes d'Etat du régime hamidien.

Le 4 Décembre 1324 (17 Décembre 1908) la Chambre fut ouverte par le discours du trône réglementaire où Hamid parle comme si de rien n'était de la Constitution ajournée pour les besoins du moment et attribuant indirectement la responsabilité à des conseillers indignes et intéressés.

Le premier parlement s'est préoccupé tout de suite de la Charte qu'il n'était pas possible de laisser en l'état. Mais ils s'aperçurent que la discussion d'une nouvelle Constitution demanderait beaucoup de temps; ils se contentèrent de parer

au plus pressé en modifiant quelques articles de la Constitution de 1876 : les articles 3, 6, 7, 10, 12, 27, 28, 29, 30, 35, 36, 38, 43, 44, 53, 54, 76, 77, 80, 113 et 118, soit 21 articles, et en ajoutant trois articles nouveaux.

Jetons un coup d'œil sur ces modifications pour en saisir le sens et dégager l'esprit qui y a présidé.

L'article 3 porte que le Sultan devra prêter serment devant l'Assemblée de respecter le Chéri et la Charte, et d'être fidèle à la patrie et à la nation. Dans la Constitution précédente cette obligation était imposée seulement aux députés.

L'article 6, qui met sous la garantie publique les droits de la dynastie et qui parle de son apanage, a reçu les mots „conformément à la loi“ en ce qui concerne l'apanage. Par là on se réservait de fixer ce dernier sur une base en accord avec les possibilités du budget.

L'article 7, qui fixe les prérogatives du Sultan est profondément modifié. Il y est stipulé, entre autres choses, que le Sultan choisira le Grand Vézir et le Chéik-ul-Islam et approuvera la liste des Ministres que le Grand Vézir présentera. Il aura à ratifier les lois et à les promulguer ; il a le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix. Il peut accorder des amnisties particulières

(la grâce) mais doit obtenir l'assentiment des Chambres pour les amnisties générales; peut convoquer les Chambres avant les délais réglementaires et peut aussi les dissoudre d'après l'art. 35 mais à condition que la nouvelle Chambre soit élue et convoquée dans un délai de trois mois et que le Sultan obtienne pour cela l'assentiment du Sénat. L'approbation de la Chambre est nécessaire pour tout changement territorial, pour tout acte qui occasionnerait des dépenses pour le Trésor.

Par ces modifications, le parlement voulait rendre inoffensives les prérogatives du souverain sur deux points principaux : le Sultan devait se contenter de nommer le Chef du Cabinet, et le droit de dissolution de la Chambre ne lui était accordé qu'à condition : 1^o) d'obtenir l'assentiment du Sénat et 2^o) de convoquer la nouvelle Chambre dans l'intervalle de trois mois, mais toujours d'après l'art. 35, qui contient d'autres conditions pour rendre la dissolution presque impossible. Il est vrai que le Sénat composé de personnalités nommées par le Sultan ne pouvait pas être considéré comme tout à fait impartial en la matière.

L'article 10 est modifié dans un sens plutôt réactionnaire. On y parle de la liberté individuelle et on précise que personne ne peut subir aucune peine que pour les motifs indiqués par

la loi. On ajoute „par la loi et le Chéri“. Qu'est-ce que le Chéri a à voir dans les pénalités à infliger aux coupables? Se rappelant l'opposition que la Charte de Midhat avait rencontrée de la part des religieux, la nouvelle Chambre veut évidemment insister sur l'importance qu'elle attribue à la loi Coranique, au Chériat.

A l'article 12, qui consacre la liberté de la presse, les Jeunes Turcs ajoutent une clause interdisant la censure préalable. Mais pendant les discussions il apparut que cet amendement ne signifiait pas grand chose puisqu'il était admis et par la Commission et par le Parlement qu'en cas de promulgation d'état de siège la censure, sous toutes ses formes, pouvait être imposée. Or, l'état de siège a presque toujours existé en Turquie depuis la Constitution, surtout depuis la révolte militaire du 31 Mars 1909.

L'article 27, très vague, laissait entendre que les ministres aussi seraient nommés par le Sultan. La nouvelle rédaction précise que le Sultan nommera les ministres que le Grand Vézir lui aura présentés. Il n'y avait plus d'équivoque là-dessus.

La petite modification apportée dans l'article 28 avait une grande signification; il y était dit que le Conseil des Ministres présentait à sa Majesté toutes les décisions, qui ne deviendraient valables

qu'après son autorisation, ce qui équivalait à conférer au Souverain un droit de veto dans tous les cas. Dans le texte de 1909 il est dit, d'une façon générale, que *celles des décisions* qui doivent recevoir l'approbation impériale seront soumises au Sultan.

L'article 29 est développé dans le même sens et ajoute que le Chéik-ul-Islam présente directement au Sultan les questions qui ne méritent pas une discussion en Conseil de Ministres. Encore une occasion où la Chambre a voulu prouver qu'elle entend accorder une place prépondérante aux questions religieuses.

L'article 30 qui était rédigé ainsi : „Les Ministres sont responsables de toute question concernant leurs fonctions“, a reçu toute une autre forme. Il précise la responsabilité solidaire de tous les ministres en ce qui concerne la politique générale du Cabinet et de chaque ministre individuellement pour tout ce qui concerne leurs départements respectifs. L'article exige le contre-seing du Grand Vézir et du Ministre compétent pour que les décisions soumises à l'approbation impériale puissent avoir une valeur. C'était bel et bien le système parlementaire qu'on désirait introduire dans ce texte.

L'art. 35 qui, comme nous le verrons plus

bas, a donné lieu à de longs débats dans des sessions ultérieures et qui accordait au Sultan le droit de dissoudre la Chambre en cas de désaccord entre le Parlement et le Cabinet a été modifié dans un sens très libéral. Voici le nouveau texte: „S'il surgit un différend entre le Cabinet et la Chambre de Députés et si malgré l'insistance du Cabinet la Chambre rejette catégoriquement et consécutivement les propositions de celui-là, le Cabinet est obligé ou d'accepter la décision de la Chambre ou de se démettre. Si le nouveau Cabinet, après cette démission, insiste sur la manière de voir du Cabinet précédent et si la Chambre encore une fois rejette, en les motivant, ses propositions, S. M. I. le Sultan peut dissoudre la Chambre pour procéder à de nouvelles élections d'après l'art. 7 (c'est-à-dire avec assentiment préalable du Sénat et à condition que la nouvelle Chambre soit élue et convoquée dans l'intervalle de trois mois). Mais si la nouvelle Chambre persiste dans l'opinion de la Chambre dissoute, ses décisions sont obligatoirement admises“.

Je traduis textuellement cet article parce que nous aurons à nous en occuper plus tard. Constatons tout simplement que cet article enlevait beaucoup à la prérogative impériale.

L'art. 36, qui donnait au Cabinet, pendant

l'absence de la Chambre et dans des cas d'extrême gravité, le droit de promulguer des décrets-lois, est complété ainsi qu'il suit: „Ces décrets-lois doivent être présentés à la toute première réunion de la Chambre“. Ce fut là l'origine d'une multitude d'abus dont on trouverait difficilement ailleurs autant d'exemples. Tout ou presque tout est passé sous le couvert de ce fameux article, chaque ministre trouvant que si sa petite loi n'était pas promulguée d'urgence, la sûreté de l'Etat était en jeu.

L'ancien article 38 parlait des interpellations, sans fixer les sanctions. Il fut ajouté qu'un vote de méfiance contre le Grand Vézir entraînerait la démission de tout le Cabinet et qu'un tel vote contre un ministre obligerait celui-ci à se démettre.

L'article 43 qui fixe les dates de l'ouverture et de la clôture de la session parlementaire fut modifié en prolongeant de deux mois la session. Au lieu que cette session, qui devait toujours s'ouvrir au 1^{er} Novembre, et clôturerait au 1^{er} Mars, le nouvel article fixe la clôture au 1^{er} Mars. Donc la Chambre siégerait six mois au lieu de quatre. Autre innovation sur cet article: le Parlement se réunit sans invitation, quoique l'ouverture des travaux se fasse par Iradé Impérial. Cela laisse

entendre que le Parlement peut, le cas échéant, se réunir malgré la volonté du Sultan.

L'art. 44 qui donnait au Sultan le droit de devancer ou de proroger les sessions continue à lui laisser cette prérogative; mais il l'accorde aussi à la Chambre des Députés qui peut, par décision majoritaire, demander au Sultan de devancer la convocation ou de proroger les sessions.

L'art. 53, contrairement à ses premières dispositions qui restreignait énormément le droit de proposer des lois, accorde cette faculté en même temps qu'au Gouvernement aux membres de deux Chambres. Ces lois votées par les deux Chambres sont soumises à l'approbation Impériale.

Dans sa forme primitive, l'article 54 donnait nettement le droit de veto définitif au Sultan. Dans sa forme nouvelle, ce veto est enlevé au souverain, ou plutôt limité. Le Sultan doit dans l'intervalle de deux mois ou donner son approbation aux lois qui lui sont soumises ou les renvoyer pour un nouvel examen. Ce délai est de dix jours pour les lois urgentes. Ces lois renvoyées doivent alors obtenir une majorité de deux tiers.

L'art. 76 modifié porte à 300 Ltqs. or l'indemnité parlementaire et ajoute 50 Ltqs. or pour chaque mois de session supplémentaire.

L'art. 77 de la Constitution de Midhat accordait au Sultan la nomination d'un président et de deux vice-présidents sur une liste de neuf personnes choisies par le Parlement. Dorénavant, la Chambre choisira son président et ses vice-présidents. Le Sultan n'aura pas à intervenir.

La modification de l'art. 80, sans importance, consiste à mettre l'article en concordance avec les modifications apportées aux autres articles.

L'art. 113, ce fameux article qui a permis au Sultan d'exiler Midhat Pacha lui-même et tant d'autres, a disparu. On supprime le droit unique qui était accordé au Souverain lequel pouvait sur un rapport quelconque de la police expulser de l'Empire qui il voulait; toute cette partie de l'article qui rendait la Charte en elle-même viciée de nullité est supprimée.

Il a été ajouté à l'article 118 que les nouvelles lois s'inspireront des règles du Chéri et du droit ainsi que des nécessités du temps.

L'art. 119 a été entièrement annulé. Il a été remplacé par un article qui garantit l'inviolabilité des envois postaux.

Un nouvel article 120 accorde aux Ottomans le droit d'association d'après la loi y relative et l'article 121 indique que les séances du Sénat qui

se tenaient à huis clos deviendront publiques à moins que le huis clos ne soit exigé par cinq sénateurs.

Ces modifications ont été promulguées le 8 Août 1325 (21 Août 1909). Le 31 Mars précédent une révolte militaire de caractère réactionnaire avait mis de nouveau en danger l'existence de la Charte et c'est grâce à l'arrivée de l'armée libératrice de Mahmoud Chevket Pacha de Salonique que la révolte a été étouffée. Quoique l'on n'ait pas pu préciser l'origine de ce mouvement, la Chambre a considéré le Sultan Hamid comme l'instigateur et l'a déposé. Un nouveau Sultan, Mehmed Réchad est monté sur le trône. Le Parlement a tenu à réduire le plus vite possible ses prérogatives et s'est vu obligé d'abandonner le projet de rédiger une nouvelle Charte en se contentant de modifier les quelques articles que nous avons cités plus haut. Pourtant comme on l'a vu on laissait de grandes lacunes et principalement du côté de la formation du Sénat qui continuait à être recruté par la seule volonté impériale.

Après ces modifications et pendant cinq ans le Parlement n'a pas eu le temps de s'occuper de la Constitution. Le caractère débonnaire du Sultan n'inspirait aucune crainte du côté du trône. D'autre part, la Turquie s'était trouvée en butte à mille

difficultés extérieures. L'indépendance de la Bulgarie, l'annexion de la Bosnie et l'Herzégovine, les révoltes en Albanie, l'attaque de l'Italie du côté de la Tripolitaine, la malheureuse guerre balkanique rendaient vraiment la tâche des Jeunes Turcs extrêmement difficile. Et puis à ces difficultés d'ordre extérieur s'en ajoutaient d'autres, d'ordre intérieur. Les Jeunes Turcs avaient fini par comprendre qu'ayant assumé la responsabilité de la politique ils devaient en assumer les charges. Ayant quitté le pouvoir momentanément ils le reprirent par un coup de force à la suite du désastre balkanique.

Mais, soit avant, soit après, les difficultés au sein du Parlement étaient grandes. Il ne s'était pas formé de partis régulièrement constitués. Les groupes existants, mûs par des passions et ambitions personnelles se contentèrent d'une politique négative en faisant de l'obstruction.

Le Cabinet voulut alors renforcer le pouvoir de l'exécutif. Le 23 Décembre 1327 le Cabinet présenta un projet de loi en modification de l'article 35. Cet article avait été modifié, comme nous l'indiquions plus haut, dans un sens trop restrictif. Pour pouvoir dissoudre la Chambre il fallait : 1°) qu'un désaccord intervenant entre le Cabinet et la Chambre, celle-ci refusât successivement et

définitivement le projet du Cabinet, c'est-à-dire que la même question devait être soumise plus d'une fois aux députés. Le Cabinet devait alors ou se démettre ou se soumettre à la manière de voir de la Chambre; 2º) si le Cabinet insistant sur sa manière de voir se retirait, et si le nouveau Cabinet, partageant la conviction du Cabinet démissionnaire, insistait pour la faire adopter et si la Chambre rejetait encore une fois cette demande le Sultan avait alors la prérogative de décréter la dissolution; 3º) mais cette dissolution se faisant d'après l'article 7, le Sultan devait d'abord obtenir le consentement du Sénat; 4º) le nouveau Parlement devait être élue et se réunir dans l'intervalle de trois mois.

Le Cabinet trouvait que toutes ces restrictions rendaient illusoire le droit de dissolution. Il pouvait y avoir des circonstances graves qui ne permissent pas sans inconvénient et même sans danger d'attendre la nomination d'un nouveau Cabinet et le déroulement de discussions longues et laborieuses. Le Gouvernement demanda donc que le Sultan eût le droit, en cas de divergence entre le Cabinet et le Parlement, — sans attendre l'arrivée d'un nouveau Cabinet — de dissoudre la Chambre. Le Sultan reste libre de demander, s'il le veut, l'avis du Sénat, ce qui précédemment était obli-

gatoire. Le nouvel article introduisait une innovation : en cas de guerre le Sultan pouvait suspendre provisoirement la Chambre.

Ce projet de loi donna lieu à des luttes passionnées entre la majorité Union & Progrès et la minorité. De longs discours au sujet de la théorie de la séparation des pouvoirs furent prononcés, et Rousseau et Montesquieu eurent les honneurs des débats. Mais l'opinion publique, peu habituée à ces discussions de partis, s'énervait.

Comme les modifications à la Charte ne pouvaient se faire qu'à la majorité des deux tiers des membres, la minorité se retira au moment de procéder au vote. La majorité de deux tiers fit défaut. Le Cabinet se retira et se réforma sous la même présidence et redemanda la modification en question. La minorité prétendit que le texte de la loi exigeait que le projet fut d'abord rejeté — cas qui ne s'était pas produit — puisque lors du précédent débat il n'y avait pas eu quorum. Ensuite on se demandait si on pouvait considérer le Cabinet qui venait de se former comme un cabinet nouveau, puisque le président et presque tous les membres, à l'exception de deux à trois, étaient les mêmes que ceux du Cabinet démissionnaire. Enfin la minorité prétendit que le Cabinet, avant de venir exiger, lui aussi, le vote de l'article 35,

devait tout d'abord lire son programme, obtenir un vote de confiance; après, seulement, il pouvait se considérer comme définitivement constitué et la nouvelle discussion sur l'article 35 pourrait venir sur le tapis. La majorité rejeta toutes ces objections, l'article fut mis aux voix, n'obtint pas la majorité voulue. Le Sénat fut consulté, et la Chambre dissoute.

Le nouveau Parlement se trouva devant des propositions plus vastes qui touchaient d'autres articles que l'article 35. Le Gouvernement cherchait à mettre d'accord entre eux divers articles qui ne se trouvaient plus au point depuis la modification de l'article 35. Il voulut aussi ajouter de nouveaux principes pour l'ajournement de la Chambre. Celle-ci suivit le Gouvernement dans ses vues avec certaines modifications mais entre temps, et avant le vote du Sénat, la politique intérieure avait pris une autre tournure, les militaires s'étant formés en groupe politique secret avaient voulu imposer leurs vues, ce qui amena au pouvoir un Cabinet hostile à la majorité. Ce Cabinet retira une partie de ce projet et voulut imposer de nouveau pour la dissolution la nécessité du consentement du Sénat.

Enfin, après de nouveaux troubles intérieurs et une nouvelle dissolution du Parlement, un

certain nombre de modifications nouvelles à la Constitution furent votées par les deux Chambres et approuvées par Iradé Impérial le 15 Mai 1330.

Les amendements portaient sur quatre articles : les articles 7, 35, 43 et 73.

A l'article 7, qui parle des prérogatives du Sultan, la phrase a été modifiée de la façon suivante :

« Font partie des prérogatives sacrées du Sultan la dissolution de la Chambre des Députés d'après l'article 35, et l'ajournement et la suspension de cette Chambre à condition que la fermeture ne dépasse pas la moitié du temps de la session et qu'elle puisse compléter son temps dans la même année ».

Par cette modification on annulait l'obligation de recourir au Sénat, on ajoutait deux nouveaux droits en faveur du Sultan : celui de l'ajournement et celui de la suspension. Mais il était entendu dans ces deux derniers cas que la Chambre ne pouvait rester fermée que pendant la moitié de la session, fixée à six mois, c'est-à-dire que la suspension et l'ajournement ne pouvaient dépasser trois mois. A la nouvelle convocation la Chambre aurait à compléter ces trois mois en plus de sa session régulière.

L'art. 35, celui qui a donné lieu à tant de difficultés a pris la forme suivante :

« Si le Cabinet maintient son point de vue sur une question au sujet de laquelle il y a divergence entre lui et la Chambre des Députés, et, si la Chambre persiste dans l'opinion contraire, à la majorité des voix et par vote répété, le Sultan a le droit ou de changer le Cabinet ou de dissoudre la Chambre des Députés, qui devra être élue et se réunir à nouveau dans l'intervalle de quatre mois. Mais si le nouveau Parlement persiste dans la manière de voir du Parlement précédent l'avis et la décision des Députés sont obligatoirement acceptés ».

Il n'est donc plus nécessaire que le Cabinet soit remplacé, que le nouveau Cabinet exige de nouveau l'acceptation de la même loi ; le Sultan n'a pas non plus besoin de demander l'avis du Sénat, même à titre consultatif, ainsi que le Cabinet le proposait avant la dissolution de la Chambre. Le délai de la nouvelle convocation a, d'autre part, été prorogé de trois à quatre mois, alors que pour la suspension provisoire et l'ajournement le délai maximum était fixé à trois mois. Cette différence de délai était légitime, puisque, après la dissolution, de nouvelles élections étaient nécessaires — opération forcément longue, surtout

dans un pays où les voies de communication sont si rares et peu praticables.

Les modifications de l'art. 43 précisaient surtout en quelle qualité le Parlement se réunissant après la dissolution devait siéger. Il était décidé : 1^o) que ces réunions seraient considérées comme des réunions extraordinaires; 2^o) que ces séances dureraient deux mois, qu'ils pourraient être prolongées, mais en aucun cas ne devaient subir d'ajournement.

L'article 73 qui n'avait pas été touché pendant les premières modifications et qui était resté tel qu'il était dans la Charte de Midhat Pacha n'avait plus sa raison d'être; il parlait de la dissolution d'après l'ancienne méthode et de la convocation de la nouvelle Chambre dans six mois. Cet article était abrogé.

* * *

Plus tard, pendant la guerre générale, le Gouvernement trouva dans la situation anormale du pays un prétexte pour limiter les prérogatives du Parlement en augmentant encore les pouvoirs du Sultan. Pourtant, jamais Chambre n'a été plus docile. Cependant, le Comité Union & Progrès, qui était au pouvoir, supportait très mal les petites velléités d'indépendance dont quelques membres voulaient faire montre.

Le 2 Février 1330 (1914) furent promulguées les nouvelles modifications apportées à trois articles de la Constitution : les articles 7 et 43 déjà modifiés et l'article 102 modifié pour la première fois.

L'article 7 qui parle des prérogatives du Sultan a été élargi par l'adjonction suivante : « Font partie des droits et prérogatives de S. M. I. le Sultan la faculté d'ouvrir et de clore, à sa date normale, l'assemblée générale, de convoquer l'assemblée avant cette date ou à titre extraordinaire de la prolonger, de l'ajourner, à condition que l'ajournement ne dépasse pas trois mois et ne se répète pas ; de la suspendre pour un temps déterminé à condition que l'assemblée remplisse sa session dans l'intervalle de l'année même ; de dissoudre, en cas de nécessité, la Chambre des Députés d'après l'article 35, et de conclure en général tout traité ».

L'article 102 fut modifié pour le conformer aux nouvelles dispositions. Il a été ajouté que l'ajournement et la suspension d'une session ne rend pas le budget d'une année applicable à l'année suivante. On précise que, en cas de dissolution de la Chambre, seul le budget de l'année précédente sera appliqué et que cette facilité ne s'applique pas pour l'ajournement et la suspension.

Tel est tout le travail constitutionnel du régime Jeune Turc.

Malgré toutes ces luttes autour des articles de la Charte l'on ne peut pas dire que le régime parlementaire ait joué convenablement en Turquie. Les élections n'ont jamais eu lieu que de nom; elles ont été faites sous les menaces du Comité, seul parti politique organisé. L'opposition n'a jamais pu se constituer sérieusement, les partis de l'opposition se formant autour des personnes plutôt qu'autour d'un programme et d'un esprit. Pendant la première législature, il y eut à la Tribune de longs débats, mais l'opposition se borna à faire de l'obstruction. D'autre part, l'élément turc qui avait très sincèrement décidé de créer un nationalisme *Ottoman* réunissant tous les éléments non turcs ne fut pas encouragé dans cette voie: les grecs, les arméniens, les Albanais criaient en toute occasion leur résolution et leur désir de rendre chaque jour plus accentuées les différences qui les séparaient des Turcs. La réaction ne tarda pas à venir. Voyant que les Ottomans s'éloignaient de l'ottomanisme, les turcs trouvèrent juste et logique de s'attacher au turquisme.

Pendant les dernières législatures, surtout celle de la guerre, le Parlement abdiqua toute prérogative. Seuls un ou deux représentants au

Sénat, notamment, crurent devoir faire quelque opposition. Enver, malgré le désastre de Sari-Kamich, malgré le fiasco de l'expédition en Egypte, ne fut pas interpellé, conserva le Ministère de la Guerre et le poste de généralissime pendant toute la durée des hostilités. C'est un cas unique dans l'histoire de la guerre. D'ailleurs pendant tout le régime Jeune Turc l'état de siège fut maintenu avec une rigueur, tantôt accentuée, tantôt atténuée, et les exécutions plus ou moins sommaires montrèrent comment le Comité entendait la pratique du parlementarisme.

Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, le Parlement turc est celui au sein duquel la question de la séparation des pouvoirs a été le plus minutieusement étudiée. Tous les auteurs étrangers, Montesquieu avec son *Esprit des Lois* et Rousseau avec son *Contrat Social*, furent pendant de longues séances, l'objet de discussions et de dissertations. Hélas ! il y a loin entre rédiger une Constitution et faire régner son esprit sincèrement et efficacement dans un pays. Le premier cas est l'affaire d'une minorité instruite, tandis que le second est affaire d'éducation nationale ; et la Turquie manquait totalement de cette éducation politique qui permet à une Constitution de jouer efficacement et utilement dans la vie d'un peuple.

CHAPITRE VI.

Angora. — La loi fondamentale.

Angora nous offre un vaste champ d'étude au point de vue Constitutionnel. Le mouvement anatolien lui-même étant né de la décision et la volonté de toute la nation de se défendre contre l'occupation étrangère, contrairement à la politique adoptée par le Gouvernement de Constantinople, le principe de la souveraineté nationale et les théories aboutissant à donner à la nation elle-même, et à elle uniquement, le droit d'autoadministration, a trouvé beaucoup d'adeptes.

Ce n'est pas la première fois que l'histoire nous montre de tels exemples. Lorsque, à un moment donné, les peuples arrachent d'entre les mains des dirigeants la direction des destinées de leur pays, ils veulent être les seuls maîtres, et les maîtres effectifs de leur sort. Les Gouvernements d'assemblées naissent alors, et ces assemblées prétendent réunir tous les pouvoirs.

Le mouvement constitutionnel d'Angora présente un intérêt particulier à ce point de vue : beaucoup par la force des événements, et ensuite, par conviction théorique, Angora a prétendu créer

le type parfait de la représentation démocratique et d'un gouvernement appliquant d'une manière idéale le principe de la souveraineté nationale. Mais, ce qui est possible pendant des heures critiques, ce qui paraît beau dans le domaine des théories, commence à chanceler au contact des réalités. Et l'unité des pouvoirs érigée en principe intangible reçoit, du fait des exigences quotidiennes de la vie politique, des assauts sérieux. La séparation ou l'équilibre des pouvoirs est dans le domaine constitutionnel, ce que la division du travail est dans le domaine économique. On ne peut pas, sans gravité et sans préjudice, contre-carrer cette règle essentielle. Depuis le moment où, sous la pression des événements, Angora voulut appliquer l'unité des pouvoirs, jusqu'à la promulgation récente de la constitution, le conflit est latent entre le désir de conserver tous les pouvoirs à l'assemblée et l'impossibilité de respecter ce principe. Chaque jour, qu'on le veuille ou non, on fait une concession petite ou grande à la séparation de l'exécutif et du législatif, tout en protestant que tout se fait au nom de l'unité des pouvoirs.

Le mouvement anatolien est aussi intéressant à un autre point de vue : il montre de quoi peut être capable un chef, une tête, une volonté qui

sait manier, d'après ses vues, les masses populaires. Les partisans du principe d'autorité trouveraient peu d'exemples illustrant mieux leur thèse.

Tout d'abord, il faut retracer succinctement la genèse du mouvement Kémaliste :

L'Europe, après l'armistice de Moudros, crut pouvoir abuser de la faiblesse de la Turquie. Les exactions, les injustices des troupes d'occupation, les mesures prises par les Etats eux-mêmes prouvaient que l'Europe était décidée à ne laisser survivre la Turquie que de nom. Des patriotes décidèrent de s'organiser pour se défendre ou pour mourir avec honneur. Moustafa Kémal Pacha, général glorieux, héros des Dardanelles, se fit nommer inspecteur général du troisième corps d'armée et quitta Constantinople le 6 Mai 1919. A peine débarqué en Anatolie il se mit à organiser la résistance. Smyrne venait d'être occupé par les Hellènes contre toute justice et tout droit ; Moustafa Kémal Pacha passa à la tête d'une association pour la défense des droits de l'Anatolie et de la Turquie d'Europe. C'est au nom de cette association que Moustafa Kémal Pacha a agi jusqu'à ce que la Grande Assemblée réunie à Angora ait pris le pouvoir.

Moustafa Kémal Pacha commença par convoquer deux congrès, l'un à Erzeroum, l'autre à

Sivas, où une résistance armée fut décidée. Il eut à combattre contre le pouvoir de Constantinople qui, par la voix du Chéik-ul-Islam, fit décréter Moustafa Kémal Pacha et ses partisans traîtres à la patrie. Destitué de son poste d'Inspecteur d'armée, il envoya sa démission d'officier, refusa de se rendre à Constantinople, et se mettant à la tête de l'association pour la défense des intérêts de la Roumélie et de l'Anatolie, continua de diriger la résistance armée. Il parvint, sur ces entrefaites, à obliger le Gouvernement de Constantinople à procéder à des élections législatives, la Chambre ayant été dissoute.

Dès ce moment-là, Moustafa Kémal Pacha voulait à tout prix que la Chambre se réunît dans une localité de l'Empire autre que Constantinople le Parlement ne pouvant, disait-il siéger avec sérénité et indépendance dans une ville occupée par les armées ennemies. Mille objections lui furent opposées, et le Parlement se réunit à Constantinople, où il prépara le fameux pacte national indiquant les limites extrêmes que la Turquie avait fixées pour faire la paix. Les Anglais arrêtaient plusieurs personnalités politiques soit en ville, soit dans l'enceinte même du Parlement, et d'accord avec leurs alliés, occupèrent militairement Constantinople (16 Mars 1920) Un Cabinet à leur

goût fut formé et la Chambre qui avait déjà décidé, au lendemain de ce coup de force, d'ajourner ses séances, fut dissoute.

C'est à ce moment-là que Moustafa Kémal Pacha montra qu'il était un grand chef et un dirigeant sans pareil. A la tête de son comité de l'association pour la défense des intérêts de la Roumélie et de l'Anatolie, il lança des appels enflammés au peuple turc et au monde musulman, et sans s'arrêter à ces moyens d'action platoniques, il décida de convoquer un nouveau Parlement à Angora. C'est lui qui fixa le mode de recrutement de ses membres. Le nouveau Parlement serait composé des parlementaires de Constantinople et de 5 membres pour chaque Sandjak (sous-préfecture) à élire par un collège des électeurs au second degré, des membres du Conseil Administratif, du Conseil Municipal et des associations pour la défense de Intérêts de la Roumélie et de l'Anatolie.

Cinq semaines après, le nouveau Parlement se réunissait à Angora (23 Avril 1920) : le Gouvernement de la Grande Assemblée Nationale venait de naître.

La base de la nouvelle direction constitutionnelle était jetée dès la première séance de ce parlement.

En effet, Moustafa Kémal Pacha prit la parole, fit l'historique de tout ce qui avait été fait depuis qu'il avait quitté Constantinople, lut l'échange de dépêches entre le Palais, le Cabinet et lui, raconta les envois de forces auxquels le Cabinet de Constantinople avait cru devoir procéder contre lui et ses partisans ; rappela l'insulte faite à la nation en venant arrêter par la force des membres du Parlement, et fit, en terminant, un tableau de l'occupation militaire de Constantinople, capitale du Sultanat et centre de l'Islamisme.

C'est dans une telle atmosphère que le Parlement fut appelé à décider le principe de l'unité des pouvoirs que l'Assemblée devait réunir dans sa personnalité morale. Moustafa Kémal Pacha développa très longuement sa thèse. Mais, il s'appuya toujours sur le fait que l'absence du Sultan — considéré comme prisonnier entre les mains des ennemis — rendait le jeu parlementaire, tel qu'il découlait de la Constitution, impossible. On recourait à l'unité des pouvoirs obligatoirement et à titre provisoire.

Comme le sujet est capital, il nous paraît indispensable d'insister de façon spéciale sur le discours de Moustafa Kémal Pacha :

« Votre honorable Assemblée, dit-il, est naturellement seule qualifiée pour prendre telles me-

sures qu'elle croira utiles en vue de sauver, en ces moments difficiles, la patrie du danger de dissolution et de disparition. Nous considérons utile cependant de vous exposer les convictions que nous avons acquises à la suite des études et examens auxquels nous nous sommes livrés. D'après le Droit Constitutionnel et d'après les grands exemples qui nous sont donnés aujourd'hui par des pays qui comme nous ont couru le danger d'une disparition, il faut, pour sauver le pays du démembrement, unifier les forces générales du pays par une *organisation fondamentale*. Quelle doit être la forme de cette organisation ? Voilà la question ».

Un premier point, déclare en substance Moustafa Kémal Pacha, c'est que le pouvoir soit exercé par une force s'appuyant sur la volonté nationale. Or, seule, à l'heure actuelle, l'Assemblée remplit cette condition. C'est donc elle seule qui est qualifiée pour assumer affectivement l'administration générale du pays, avec le droit d'assurer et de défendre la sûreté de l'Etat et du Califat :

« Quand nous serons parvenus à sauver le Califat et le Sultanat et lorsque notre Seigneur le Padichah et le Calife des Musulmans se verra libre de toute contrainte et entièrement indépendant dans le sein fidèle de son peuple, il repren-

dra sa position honorée et sacrée dans les limites des bases légales que votre Assemblée aura décidées».

« Votre Haute Assemblée n'est pas un parlement chargé de contrôler et surveiller la gestion des affaires publiques; elle ne peut pas se limiter à sa charge irresponsable de législateur. Toutes les assemblées nationales ont de même, dans des cas exceptionnels, mis de côté les principes qui les régissaient en temps normal et accordé, en suspendant la fonction législative, des pouvoirs illimités à l'Exécutif, ou bien ont eu recours au vote de toute la nation. Nous nous sommes laissés guider par les principes de l'Islamisme qui donne une très grande valeur à l'appui de l'opinion publique, et nous sommes d'avis de considérer votre haute Assemblée comme détentrice de tous les pouvoirs pour gérer tout ce qui concerne la nation. Ce principe fondamental étant admis, comme votre assemblée ne pourra s'occuper du détail des affaires, quelques membres de l'assemblée seront chargés, par vous, à titre de mandataires, de procéder entre eux à une division du travail, étant entendu que chacun séparément et que tous ensemble seront responsables devant l'assemblée. Cette manière d'agir est plus que suffisante pour assurer la marche des affaires».

« En vertu du même principe, c'est vous que représentera la personne qui présidera votre assemblée; elle devra présider aussi le Conseil des membres chargés de gérer les affaires publiques, signer au nom de votre assemblée et approuver les décisions prises. A ce titre, et de la même façon que les autres membres chargés de l'exécutif, elle sera responsable devant l'Assemblée. Dans ces conditions l'Exécutif consistera dans les membres que vous allez mandater et qui seront responsables devant vous, ils s'appelleront du reste *Vekils* (mandataires) ».

« Régulièrement c'est le chef d'Etat qui assure l'équilibre entre le corps législatif élu par le peuple et le Gouvernement. Mais cette procédure ne peut être appliquée pendant la crise que nous traversons. La conviction que nous nous sommes faite à la suite d'une étude approfondie de cette matière nous fait voir beaucoup d'inconvénients dans cette forme d'administration, car l'Etat Ottoman n'est pas formé autour de l'autorité temporelle de son roi. Le Sultanat réunissant en même temps le Califat, notre Souverain est aussi le chef de toute la communauté Musulmane. Notre but principal dans la lutte que nous livrons est de prouver aux ennemis qui veulent séparer la Califat du Sultanat qu'un tel projet est en opposition avec le Sultanat. Nous

voulons sauver ces fonctions sacrées de la servitude et lui restituer toute son autorité. Il n'est donc pas possible d'élire en Anatolie un chet d'Etat ou de reconnaître un régent du Padichah.

« Ainsi nous nous trouvons donc dans l'obligation de créer un état sans chef. Il ne peut pas être question, en effet, d'accorder à une fonction quelconque la prérogative d'équilibrer le pouvoir en lui accordant l'irresponsabilité. L'Islamisme qui a mis à sa base la responsabilité du Calife ne peut s'accommoder d'une semblable combinaison. Nous aboutissons donc à la nécessité de considérer la volonté nationale comme la détentrice effective des destinées de la patrie ».

Tels sont les principaux passages de la proposition de Kémal Pacha. L'atmosphère était électrisée et la demande de quelques membres de discuter à tête reposée une proposition de si haute importance ne fut pas admise, Moustafa Kémal Pacha ayant déclaré qu'il ne lui était plus possible d'assumer à lui seul la charge de tout l'Etat, car effectivement, il avait été seul à diriger tout l'empire. La proposition de Kémal Pacha fut votée par acclamation.

La lecture attentive de ce document nous laisse voir les germes des lois constitutionnelles qui ont vu le jour depuis.

Il faut remarquer tout d'abord que Moustafa Kémal Pacha conserve une attitude respectueuse pour les prérogatives du Sultan et qu'il attache une importance particulière au Califat et à son influence morale sur le monde musulman. Depuis le Congrès de Sivas et la convocation de la Grande Assemblée Nationale, nombreux furent les manifestes, dépêches ou déclaration adressés tant aux Turcs qu'aux différents pays musulmans pour protester de l'attachement de l'Anatolie au Sultanat et pour faire voir aux Musulmans que l'occupation de Constantinople était une agression dirigée contre l'Islamisme. Dans l'un de ces multiples manifestes l'Assemblée déclare, *par serment*, qu'elle n'est pas en révolte contre le trône et le Califat.

En second lieu, Moustafa Kémal Pacha veut appliquer dans la plus large mesure le principe de la Souveraineté Nationale. Agit-il ainsi parce qu'il croit que c'est là la méthode la meilleure, ou bien parce qu'il craint de rencontrer une opposition sérieuse s'il prend une attitude agressive contre le chef de l'Etat? Nous pencherions pour la seconde hypothèse, car dans quelques sous-préfectures les élections se sont faites sous réserve expresse que l'Assemblée ne venait pas remplacer le parlement dont la convocation était de prérogative impériale, mais qu'il s'agissait de former un conseil provisoire pour décider quelques mesures de circonstance.

La méthode que Moustafa Kémal Pacha préconisait présentait aussi cet avantage que se trouvant être le Président de l'Assemblée et le chef du Gouvernement, il était maître absolu de la situation. Au reste, remarquons que, tout en affirmant que la lutte livrée avait pour but de rendre au trône sa liberté d'action, il laissait sous-entendre que le Sultan reprendrait sa position honorée d'après les lois qui seraient promulguées par l'assemblée. On comprenait d'ores et déjà que, si même le Sultan restait, ses prérogatives seraient de beaucoup restreintes.

Tout de suite après l'adoption de la proposition de Moustafa Kémal Pacha, les difficultés d'application apparurent. Un Comité provisoire de six personnes avait été adjoint au président; quel serait le rôle de ces mandataires? — c'est le titre donné aux Ministres et je crois que c'est par imitation à la Russie qu'on les appelle Commissaires; — jusqu'où pouvaient-ils agir au nom de l'Assemblée, comment celle-ci chargée de l'exécutif remplirait-elle cette partie de son devoir? Cette assemblée était-elle une assemblée régulière, remplaçant le parlement de Constantinople, ou bien une assemblée extraordinaire créée pour faire face aux nécessités du moment? La Grande Assemblée a longuement tâtonné à ce sujet. Mais elle finit

par se considérer à la fois comme le parlement régulièrement constituée par le peuple, et comme une assemblée extraordinaire, et en outre comme une assemblée constituante.

Cependant le fait d'avoir assumé la charge de l'Exécutif rendait difficile la situation de l'assemblée, qui voulait prendre son rôle trop au sérieux. Il fut proposé que, l'assemblée devant se diviser en Commissions (commission financière, des affaires extérieures, de l'intérieur, etc.) et chacune devant avoir son président, tous ces présidents formassent le Conseil des mandataires ou des commissaires, chacun d'eux de son côté ayant à discuter au sein de sa propre commission les affaires courantes de son Commissariat. C'était là, disaient les partisans de cette thèse, la façon la plus réelle de faire pratiquer par l'Assemblée les prérogatives de l'Exécutif. Il fallut beaucoup d'efforts pour faire comprendre quelle anarchie naîtrait de cette façon d'administrer le pays et on se décida à préciser un peu les fonctions des commissaires par une loi du 2 Mai 1336 (1920) composée de quatre articles.

L'article premier indique qu'il y aura onze commissaires. On y remarque quelques innovations. Le Commissariat des affaires religieuses n'est plus le Chéik-ul-Islamat que, seul, le Calife

pouvait nommer. Il est créé aussi un Commissariat pour le Chef d'Etat Major.

L'article II indique que l'Assemblée choisira en toute indépendance chaque commissaire sans considération de l'homogénéité du Conseil. Pour donner satisfaction à ceux qui voulaient retenir entre les mains des Commissions parlementaires tout l'exécutif, l'article déclare que les commissaires peuvent consulter ces commissions, mais comme le commissaire n'est pas lié par cette consultation la réserve n'est qu'un trompe l'œil.

Par son article IV, l'assemblée veut faire sentir qu'elle est maîtresse absolue de l'Exécutif. Elle s'érige en juge pour chaque différend qui surgirait entre deux commissaires, tous deux dépendant directement de l'Assemblée qui les a nommés.

Cette loi ne parle pas du président, car le jour même de l'ouverture de l'Assemblée, en acceptant par acclamations la proposition de Moustafa Kémal Pacha, il avait été décidé que le Président de l'Assemblée serait aussi le Président de Conseil. Quelques mois après, l'article 2 était amendé et le président devait présenter pour l'élection d'un commissaire des candidats choisis parmi les membres de l'Assemblée. De la sorte on espérait aussi assurer, dans la mesure du possible, une solidarité de vues entre les membres du Conseil.

Mettant en application dans le domaine de la justice le système de l'unité des pouvoirs, l'Assemblée forma un Comité de 15 membres chargés de juger les fonctionnaires de l'Etat, en remplacement du Conseil d'Etat qui n'était pas réorganisé à Angora, et se réserva le droit de statuer en dernier ressort sur les crimes de trahison. L'Assemblée s'érigait en cour de justice et statuait à ce titre.

Puisque le but que se fixait l'Assemblée était de lutter pour le salut de la patrie et pour rendre la liberté au Sultanat et au Califat, et puisque, d'autre part, si elle avait détenu tous les pouvoirs, c'était par la force des choses, on pouvait croire que l'Assemblée se contenterait de la résolution de principe qu'elle avait adoptée dès le premier jour sans chercher à adopter de nouvelles bases constitutionnelles; tel ne fut pas le cas. L'Assemblée se dit qu'agissant contrairement aux principes adoptés par la Constitution en vigueur, elle devait régulariser la situation par une loi à promulguer. Tantôt l'Assemblée se considérait comme un organisme à devoirs précis et limités, tantôt elle s'attribuait des prérogatives dépassant de beaucoup celles du Parlement. Exerçant le pouvoir exécutif, elle s'immisçait ou voulait s'immiscer dans les affaires quotidiennes des Commissariats. Le Gou-

vernement, pour calmer les esprits et les faire patienter, présenta sous forme d'articles un long programme en ajoutant que des projets de lois seraient présentés à la Chambre dans le cadre de ces articles. Il acceptait le principe de la souveraineté nationale, dans le sens de la réunion, entre les mains de l'Assemblée, du pouvoir législatif et de l'exécutif, répétait son attachement au trône, et fixait comme ligne de conduite en politique sociale, que la Turquie se prémunirait contre le capitalisme et l'impérialisme, puissances néfastes vivant de l'asservissement des peuples. On sentait bien à ce moment-là l'influence du mouvement bolchéviste qui battait alors son plein. La Russie était le seul pays qui avait prêté son appui à la Turquie, en lui faisant même, assure-t-on, des dons en argent.

Mais la Commission formée pour étudier le programme préféra rédiger tout de suite quelques articles pour préciser et régulariser la situation nouvelle créée par l'organisation de l'Assemblée à Angora. Elle réserva pour une déclaration séparée sa profession de foi contre le capitalisme et l'impérialisme et rédigea les quelques articles de loi qui formèrent la Constitution provisoire d'Angora. Ces articles devaient servir à diriger les travaux de l'Assemblée qui était appelée à siéger

jusqu'à l'obtention du but fixé. Ils n'avaient par conséquent qu'un objectif tout provisoire. Mais, pendant les discussions, sans s'en apercevoir, l'Assemblée se laissa glisser sur la pente et confectionna une loi organique d'une envergure autrement large que celle qu'elle s'était proposée. L'Assemblée décrétait d'ores et déjà des principes constitutionnels à appliquer en Turquie même après le retour de l'ordre et la reprise du pouvoir par le Sultan.

Nous avons vu que Moustafa Kémal et l'Assemblée n'avaient jamais cessé de protester de l'attachement au trône et de leur respect pour le Califat. Ils avaient toujours déclaré que si l'Assemblée s'était décidée à réunir tous les pouvoirs, c'était par la force des choses parce que le Chef de l'Etat, qui pouvait assurer l'équilibre entre le législatif et l'exécutif, n'était pas libre de ses mouvements. Au moment de rédiger la loi d'organisation fondamentale, quelques mois à peine après l'ouverture de l'Assemblée, on parut oublier toutes ces déclarations antérieures. D'abord on promulgua une première loi, dite *Loi du Quorum* (5 Septem. 1336—1920), pour indiquer que l'Assemblée resterait en fonction jusqu'à ce qu'elle ait atteint le but qu'elle s'était fixé et qui consistait à sauver la patrie, le Sultanat et le Califat et à assurer

leur indépendance. Pendant cette discussion, l'Assemblée eut à statuer sur une proposition tendant, après les quatre mois de session fixés par la Constitution, à laisser un nombre suffisant de députés à Angora pour gérer les affaires publiques, pour la raison que, chargée de l'Exécutif, elle ne pouvait pas laisser les ministres gouverner seuls. Mais la thèse ne fut pas admise. En promulguant cette loi sur le quorum leurs auteurs ont cru et espéré que cette décision leur éviterait l'obligation de promulguer une loi constitutionnelle. Tel ne fut pas le cas, et la Grande Assemblée Nationale voulut faire entrer dans la vie de la nation sa nouvelle conception de la Constitution, celle qui consistait à donner à l'Assemblée tous les pouvoirs, mais elle n'alla qu'à mi-chemin. Au lieu de rédiger une Constitution en règle remplaçant celle qui était en vigueur elle se borna, faute de temps, et peut-être aussi par crainte de l'opposition, à faire une loi qui fut appelée loi sur l'organisation fondamentale (20 Janvier 1921), en conservant la Constitution en vigueur, sauf les dispositions qui seraient en opposition avec la loi nouvelle.

Angora venant de promulguer une Constitution en règle, que nous étudierons plus loin, cette loi du 20 Janvier 1921 a perdu beaucoup de son importance. Jetons-y cependant un coup d'œil.

Elle se compose de 23 articles et d'un article additionnel.

Les neuf premiers articles sont des articles constitutionnels. Les autres concernent le mode d'administration des provinces. Dans la première partie il est dit que tous les pouvoirs — l'exécutif et le législatif — sont concentrés dans la Grande Assemblée Nationale et que les élections se feront tous les deux ans. L'Assemblée donnera à ses mandataires des directives. Dans la partie administrative, on a voulu attribuer à la commune une personnalité morale et une large indépendance administrative. L'article additionnel porte que la loi entrera en vigueur après les nouvelles élections, la présente assemblée devant siéger jusqu'à ce qu'elle ait atteint le but qui lui a été assigné.

Or, dès le premier moment une question se posa. Le but que l'Assemblée s'était fixé était de redonner au Sultan-Calife la liberté de ses mouvements. Comment allait-on concilier le principe fixé dans l'article 1^{er} de la loi «la souveraineté appartient sans réserve ni condition à la nation, le système administratif est fondé sur le principe que le peuple gérera directement et effectivement ses destinées» et l'art. 2 qui donne à l'Assemblée tous les pouvoirs, y compris les prérogatives du Sultan? Le Sultan reprenant son autorité ne de-

vait-il pas assurer l'équilibre entre l'exécutif et le législatif? On ne s'arrêta pas à ces remarques et la loi fut promulguée.

Il est à noter que, au sujet du mode d'élection, de longs débats se déroulèrent en faveur de la représentation professionnelle. Dans un pays comme la Turquie, où les illettrés forment la plus grande majorité, où l'industrie et les professions sont à l'état embryonnaire, vouloir faire adopter le système de la représentation professionnelle, que l'Europe n'a pas encore pu appliquer, était peu sensé; heureusement le bon sens de l'Assemblée écarta ces velléités de certains députés théoriciens. Au point de vue administratif on décida de donner au peuple le droit de choisir ses chefs. Il y aurait dans la province, à côté du gouverneur qui représentait le Gouvernement central, une administration locale. Encore des théories qui n'ont pas pu, jusqu'ici, être appliquées.

Nous ne nous arrêtons pas plus longtemps à cette loi organique, la nouvelle constitution d'Angora en reproduisant à peu près tous les principes. Nous aurons l'occasion de les étudier dans un chapitre suivant.

Il faut cependant reconnaître que jusqu'au moment de la victoire finale, c'est en vertu de cette loi que l'Etat a été dirigé, et que, depuis

l'adoption du principe de l'unité des pouvoirs, les fondements du trône des Osmanlis se trouvaient ébranlés.

Mais, en pratique, la doctrine de l'unité des pouvoirs n'était pas appliquée à la lettre. De nouveau les mandataires ou ministres agissaient comme un cabinet parlementaire. De temps à autre l'Assemblée se révoltait, voulait intervenir dans une question relevant de l'exécutif. Mais elle dut toujours faire amende honorable.

La vérité, c'est que ce n'est pas par la vertu magique de cette loi que le pays a pu marcher ; c'est par la volonté de fer et par l'immense autorité de Monstafa Kémal Pacha. Tout le monde comprit qu' pour sauver le pays cet homme était capable de tout. Cette conviction inspira à la population et aux hommes politiques, en même temps qu'une crainte salutaire une estime et un attachement sans limites pour ce grand chef. C'est là que réside la vraie cause du succès sans précédent du mouvement anatolien.

CHAPITRE VII.

La séparation du Califat et du Sultanat.

La proclamation de la République.

Avant de parvenir à mettre sur pied une nouvelle Constitution, que nous étudierons dans un chapitre suivant, Angora a promulgué trois lois constitutionnelles.

La première de ces lois concerne essentiellement la séparation du Califat et du Sultanat, mais elle donne à la loi sur l'organisation fondamentale un caractère définitif.

Nous avons vu plus haut que, d'après les premières déclarations de l'Assemblée, l'un de ses buts essentiels était, en même temps que de libérer la patrie, de sauver le Califat et le Sultan.

Or ce mouvement de libération se déroula, plus vite même qu'on n'avait prévu. En quinze jours, l'armée grecque, forte de 200.000 hommes, était complètement battue et mise hors de cause. L'armistice de Moudania était conclu et l'Europe invitait, soit la Sublime Porte, soit le Gouvernement d'Angora, à se rendre à Lausanne pour y conclure la paix.

Comment, constitutionnellement, réglerait-on cette dualité de pouvoirs ? Le Sultan libéré, que devenaient les attributions exécutives de l'Assemblée ?

Les Chefs d'Angora ont pensé qu'il fallait, à tout prix, prendre, à ce sujet, une attitude très nette. Ils ont profité du premier incident pour le faire.

Le Grand Vézir, Tevfik Pacha, vieillard vénérable, envoya, soit à Moustafa Kémal Pacha, soit à l'Assemblée Nationale, une dépêche demandant à se mettre d'accord avec Angora afin de se présenter à la conférence en un front uni. Ces dépêches, imprimées, furent distribuées au Parlement où l'atmosphère électrisée était très peu propice à une discussion constitutionnelle.

Divers orateurs se succédèrent pour dire que seule l'Assemblée était maîtresse absolue de l'Etat, que le Sultan et la Sublime Porte avaient trahi la cause nationale. D'autres demandèrent la mise en jugement du Sultan et de ses ministres, qui après s'être appuyés sur la force des ennemis et avoir combattu les armées Kémalistes, prétendaient maintenant se réserver la gloire du succès. Diverses propositions furent faites dont la principale, celle qui portait aussi la signature de Moustafa Kémal Pacha, contenait six articles, et déclarait que le nouveau Gouvernement Turc rempla-

çait l'empire ottoman disparu et se considérait comme son seul héritier. Le Gouvernement Turc s'engageait à obtenir l'émancipation du Califat encore en captivité entre les mains étrangères.

Le lendemain (1^{er} Novembre 1338/1922) les chefs s'étant convaincus, pendant les longs débats de la veille, que l'Assemblée les suivrait jusqu'où ils voudraient, reprirent en seconde lecture les propositions de la veille. Moustafa Kémal Pacha prononça un long discours sur le rôle des Califes, passa en revue leur mode d'élection, s'attacha à démontrer que la qualité de Calife pouvait être indépendante du pouvoir temporel, que l'Islamisme gagnerait à être sous la tutelle spirituelle d'un chef planant au-dessus des luttes de la politique quotidienne. Nous verrons plus loin dans quelle mesure cette thèse est fondée. En tous cas la question de la réponse à donner à la dépêche du Grand Vézir se transformait en une question constitutionnelle. La Commission de la Constitution était invitée à élaborer une loi sur la matière. Sitôt dit, sitôt fait; et l'Assemblée votait les deux articles suivants :

Art. 1^o. — Le peuple de la Turquie ayant décidé, par sa loi sur l'organisation fondamentale, de faire représenter par la Grande Assemblée Nationale de Turquie ses droits de souveraineté

et d'administration, — droits qui ne peuvent être ni cédés, ni diminués, ni abandonnés, et seront effectivement exercés par l'Assemblée elle-même— ne reconnaît pas, dans les limites des frontières fixées par le Pacte National, d'autre forme de Gouvernement que celui de la Grande Assemblée Nationale de Turquie. Par conséquent, le peuple de Turquie considère comme passé à l'histoire pour l'éternité et à partir du 16 Mars 1336 (1920) la forme du Gouvernement de Constantinople, appuyée sur base de la souveraineté personnelle.

Art. 2. — La Califat appartient aux membres de la dynastie d'Osman. La Grande Assemblée élira comme Calife le membre le plus capable, en savoir et en caractère, de cette dynastie. L'Etat Turc constitue l'appui du califat.

Ces deux articles consummaient une révolution profonde en Orient.

D'abord le Sultanat disparaissait, comme incompatible avec la souveraineté du peuple. Et cette fois nous dépassons tous les précédents que l'Europe nous a offerts. L'Assemblée conserve pour toujours tous les pouvoirs. Rien du système parlementaire: Le Président de l'Assemblée est chef de l'Etat, président du Conseil des Commissaires, président du parti politique. L'Assemblée est inviolable. Aucune force ne peut contrecarrer ses

volontés. C'est elle qui nomme les Commissaires. A un moment donné, devant les difficultés de ces nominations et du fait de cette procédure, la réunion, en un même cabinet de personnes peu faites pour s'entendre, l'Assemblée avait donné au président le droit de présenter deux candidats pour chaque portefeuille; mais on ne tarda pas à revenir au premier règlement, conférant à l'Assemblée la liberté absolue de son choix.

Ce premier article enterrait solennellement aussi l'ancien Empire Ottoman. C'est l'Etat Turc qui naissait à la vie, héritier de droit de l'Empire qui venait de disparaître.

Le second article consommait la séparation du Sultanat et du Califat. Les Turcs très fiers jusqu'alors du titre de Calife, Chef de tout l'Islam y attachaient une grande importance. Se défaire du Sultanat c'était un acte courageux; mais il fallait à tout prix conserver l'influence morale attachée au Califat. Ils crurent pouvoir distinguer dans la personne du souverain deux titres distincts: celui de Sultan, chef politique de la nation Turque, et celui de Calife, chef religieux des peuples Islamiques. « Nous annulons, disaient-ils, la première des prérogatives, mais nous ne touchons pas à la seconde. Bien plus, l'Etat Turc sert de rempart au Califat. Celui-ci gagnera en

influence morale ce qu'il aura perdu en pouvoir politique, et les peuples Islamiques s'attacheront davantage à un Calife détaché de tout lien politique».

Les chef d'Angora croyaient sincèrement qu'ils avaient découvert une forme de gouvernement *sui generis*. Leurs théoriciens l'ont écrit en toutes lettres. « Notre Etat a une forme inusitée, inconnue jusqu'à ce jour, et la gloire nous en revient ». Ceux qui s'avisèrent de dire qu'il s'agissait au fond d'une République, qu'il n'y avait plus qu'à mettre l'étiquette, qu'il était peu sensé de vouloir réunir dans la même personne tant de charges, furent durement malmenés. Parler de République était considéré comme une marque d'opposition, et un désir de semer dans l'esprit du public une méfiance contre le régime nouveau.

Au fait, ajoutait-on, la Turquie n'avait-elle pas été administrée pendant trois ans sous ce régime ? N'avait-elle pas mené la grande bataille, fourni cet effort miraculeux qui avait fini par jeter à la mer l'ennemi qui était venu s'implanter jusqu'au cœur de l'Anatolie ? Pour assurer l'unité de vues et la suite logique dans la politique générale, pouvait-on rêver mieux qu'un chef présidant à l'Assemblée — législative et exécutive, — au Conseil des Commissaires, et en même temps au parti politique qui formait la majorité, ou plutôt la

quasi unanimité, car tous les membres de l'Assemblée, sauf un seul appartenaient au même parti.

Mais peut-on administrer, en temps de paix, un pays par les mêmes méthodes, quelle qu'en soit la valeur, qui ont été appliquées pendant la guerre ?

Tous les inconvénients qui, en Europe, étaient apparus dans des circonstances analogues et avaient abouti à la fixation des règles constitutionnelles commencèrent à apparaître chez nous.

Les plus graves inconvénients des méthodes instaurées découlèrent du mode de nomination des Commissaires. A l'occasion d'une crise ministérielle, le parti — c'est-à-dire toute la Chambre, — se réunissant en séance privée pour fixer le choix à faire, n'arrivaient pas à se mettre d'accord. Ils remarquaient que toutes les combinaisons aboutissaient à réunir dans le même Conseil des politiciens à idées divergentes. Devant l'impossibilité d'obtenir un accord, le parti demanda au Président de présenter une liste de candidats. Toutes ces difficultés ouvrirent les yeux de ceux qui tenaient à conserver l'état de choses existant. Et ceux-là mêmes qui criaient à la trahison contre ceux qui parlaient d'instituer le régime républicain et le système de Cabinet, trouvèrent que c'était encore la meilleure solution.

Dans une courte séance, le 29 Octobre 1339-1923, la République était décrétée. Pour arriver à ce but il fallut modifier les quelques articles suivants de la loi d'organisation fondamentale.

Art. 1^{er} — La Souveraineté appartient sans condition ni réserve à la nation. Le régime administratif est basé sur le principe que le peuple lui-même dirigera effectivement ses propres destinées. La forme de Gouvernement de la Turquie est la République.

Art. 2^{me}. — La religion de l'Etat Turc est la religion musulmane. La langue officielle est le Turc.

Art. II^{me}. — Le président de la République Turque est le chef de l'Etat. A ce titre il peut, chaque fois qu'il le croit nécessaire, présider et l'Assemblée et le Conseil des Commissaires.

Art. 12^{me}. — Le premier Ministre est choisi par le Président de la République parmi les membres du Parlement. Les autres Commissaires sont choisis par le premier Ministre toujours parmi les membres du Parlement. La liste ainsi préparée est présentée par le Président de la République à l'approbation de l'Assemblée. Si l'Assemblée n'est pas en session, l'approbation est ajournée jusqu'à la prochaine réunion.

C'était un pas vers une situation normale.

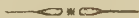
Mais on remarque tout de suite les réticences. Les députés n'abandonnent pas la thèse sacrosainte de conserver dans la personnalité morale de l'Assemblée le pouvoir exécutif. Il est vrai qu'en pratique, on fait en Turquie ce qui se fait ailleurs. L'Assemblée n'a qu'un moyen d'imposer ses vues : c'est de ne pas accorder sa confiance sur un sujet quelconque. Et ce leit-motiv qui revient partout : — « l'exécutif et le législatif restant cumulés dans les mêmes mains » — n'est plus guère qu'une phrase vide de sens, et une formule inapplicable.

La lecture d'une déclaration ministérielle n'est pas considérée comme obligatoire. Ce n'est pas à la suite de l'approbation du programme que la confiance est accordée. La chose est compréhensible. L'Assemblée détient l'exécutif ; c'est à elle à fixer les lignes de politique générale qu'elle veut suivre. Donc il s'agit de nommer des mandataires et pour la facilité de l'opération, le Président de la République propose une liste homogène.

Cette méthode, quoique préférable à l'ancienne, n'est pas exempte d'inconvénients. D'ailleurs le président continuant à être chef du parti politique majoritaire et Président de droit du Conseil des Ministres, prend nettement position dans la politique générale. Quelle serait la situation du Président si sa liste n'était pas approuvée ? Sa posi-

tion morale n'en serait-elle pas ébranlée? Car il y a loin entre le choix qu'il fait et la désignation, en usage en Europe, d'un homme politique chargé de former le Cabinet. Ici, dans le cas où le Cabinet n'est pas approuvé, le président considère le vote comme une indication et charge un autre parlementaire de la constitution du Gouvernement. Le Président en dehors et au-dessus des partis, est le point d'équilibre entre le législatif et l'exécutif. En Turquie, au contraire, il engage sa propre responsabilité.

Cependant, malgré tout, on marchait vers un régime normal. On abandonnait l'utopie d'un régime spécial, inconnu jusqu'à ce jour et loin de satisfaire le bon sens. On proclamait la République, on s'acheminait vers le Gouvernement de Cabinet, tout en continuant à déclarer que l'unité des pouvoirs était maintenue.



CHAPITRE VIII.

L'abolition du Califat.

Ainsi cette chose incroyable s'était réalisé : La Turquie Califale, la Turquie des Sultans, despotes et tyrans, devenait une République avec la pré-tention d'aller plus loin que les Républiques sœurs. Dans ce pays où le peuple n'a jamais compté pour rien, la Souveraineté nationale devenait l'idole des Gouvernants et c'est en son nom que les destinées du pays étaient dirigées. Un président de la République à Angora, et le Calife à Constantinople, le chef politique à côté du chef religieux.

Etaient-ils sincères, ceux qui avaient cru à la possibilité de voir ces deux pouvoirs coexister l'un à côté de l'autre ? En tout cas, un fait tout de suite apparut : le vide pour ainsi dire de la fonction califale. Ce souverain qui, pendant des siècles, avait régné sur ce pays en Maître absolu, sans frein et sans limite, n'avait, en effet, plus aucun rôle à remplir. Il devait présider au Sélamlik, aux prières du vendredi et prier, dans sa retraite, pour le succès des autorités et la gloire de l'Islam. C'était peu !

Et le dilemme se posait : ou le Calife, souve-

rain jusqu'à hier, reprendrait son pouvoir, ou il disparaîtrait. Ou l'organe se créerait une fonction, ou il disparaîtrait faute de fonction à remplir. La logique des événements laissait prévoir la solution, mais les dirigeants hésitèrent à prendre tout de suite une mesure définitive craignant de heurter trop violemment les sentiments d'une majorité habituée à voir dans le Sultan, à tort ou à raison, le représentant direct du Prophète, et à le considérer comme l'ombre de Dieu sur la terre.

On attendit donc quelque temps pour voir comment le peuple « digèrerait » la séparation du Sultanat et du Califat. Puis, les chefs d'Angora ayant mesuré l'étendue de leur autorité pensèrent qu'il fallait, par une mesure décisive, rompre avec tout le passé et pousser la Turquie, franchement, dans une voie nouvelle.

Dans la même journée, le 3 Mars 1310 (1924), le Parlement refusant les crédits pour l'apanage de la dynastie, abolit le Califat, unifia l'instruction, c'est-à-dire abolit les écoles religieuses, transféra les biens de main morte, Vakoufs, au Trésor.

De ces trois réformes les deux dernières ne sont pas les moins incroyables et les plus inattendues. On a vu dans l'histoire des Califes mis à mort, des souverains régner à leur place, mais personne n'avait osé toucher aux Vakoufs, insti-

tutions d'essence purement coranique. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de nous occuper de ces deux dernières lois mais la loi sur l'abolition du Califat, qui marque une étape dans le développement constitutionnel de la Turquie, appelle quelques commentaires.

Cette loi comprend 13 articles. Les douze derniers concernent la manière de liquider les biens de la dynastie. Tous les membres de la famille régnante, y compris les femmes et les enfants, quittaient le pays pour toujours; tous les biens de la couronne, les palais, les terres et le reste revenaient à la Nation. Les membres de la dynastie déchue étaient seulement autorisés à liquider, dans l'intervalle d'une année, leurs immeubles personnels. Faute de quoi, le Gouvernement se chargerait de procéder à cette liquidation pour compte des absents. Au-delà d'une année, ils n'auraient même pas le droit d'ester en justice. Ils perdaient le droit d'habiter la Turquie et même la Nationalité Turque.

L'article I, qui abolit le Califat, est ainsi conçu;

« Le Calife est destitué. Le Califat rentrant en principe dans le sens et la conception de l'Etat et de la République est aboli ».

Ce texte n'est pas à l'abri des critiques. Il

manque de clarté et, dans une certaine mesure, de franchise.

Les dirigeants d'Angora ont prétendu que, puisqu'il s'agissait au fond de choisir un chef administrant le pays, et puisque, d'après les dernières lois, l'administration du pays avait été assumé par le Gouvernement de la République, les attributions et la raison d'être du califat se trouvaient, par suite, incluses dans les prérogatives de l'Assemblée.

Il y a là une équivoque, car, si un jour on enlevait à l'Assemblée une partie de ses pouvoirs pour les conférer à un chef, celui-ci deviendrait-il Calife ipso facto ? On ne peut sérieusement le prétendre. Les rédacteurs de l'art. I ont voulu donner une certaine satisfaction à ceux qui tenaient au Califat en laissant entendre que le Califat n'était pas supprimé, puisque la substance de ses attributions passait à l'Assemblée.

En réalité, pour être conséquents, les auteurs de la loi auraient dû rédiger l'art. I de la façon suivante : *Le Califat est aboli*. Un point, c'est tout. On ne devait laisser subsister aucun doute à ce sujet. Quant au détronement du Calife, la chose s'ensuivait naturellement.

Il a d'ailleurs fallu renverser la thèse anté-

rieure pour procéder à l'abolition du Califat. En effet, que disait-on lorsque l'on a procédé à la séparation du Sultanat et du Califat? Que le Califat était un attribut distinct du Sultanat; que les premiers califes, chefs d'une secte religieuse, avaient dû abandonner le pouvoir, lorsque l'Islamisme s'était répandu, à des chefs politiques qui continuèrent à porter le même nom, jusqu'au jour où Helakou, conquérant turc, prit d'assaut Bagdad et mit à mort le Calife Moutessim avec toute sa population. Mais, avant cette fin tragique, un autre conquérant turc avait pris la souveraineté sans toucher au Califat. Malekchah régna à Bagdad comme souverain et Mouktedi Billah conserva le titre de Calife. Après la prise de Bagdad par Helakou, le Califat cessa d'exister pendant trois ans. En 659 de l'Hégire, un membre de la dynastie des Califes Abassides, El Moustensir Billah, put prendre la fuite et se réfugier en Egypte. Ce Calife et dix-sept de ses héritiers continuèrent à siéger en Egypte sous ce même titre et sans aucun pouvoir politique, à côté du souverain du pays. Le Sultan Sélim, après être entré, vainqueur, en Egypte, mit à mort le souverain. Le Calife d'alors lui céda ses droits et prérogatives.

Donc, ceux qui se déclaraient partisans de la séparation trouvaient que le Califat était d'essence

plutôt religieuse et que cette fonction serait plus dignement et plus utilement remplie si elle était dégagée des charges d'ordre politique. Mais comme le Califat doit jouir d'une protection efficace qui, parmi les nations musulmanes, mieux que la Turquie pouvait lui accorder cette protection ? De la sorte la Turquie se débarrassait d'un régime politique qu'elle considérait comme un obstacle à sa marche en avant, et retenait entre ses mains le Califat, que l'on continuait de considérer, au point de vue de l'influence morale, comme d'une importance capitale.

Mais lorsque les chefs du mouvement progressiste eurent acquis la conviction que la présence de la dynastie régnante constituait pour le régime républicain nouveau-né un danger sérieux, et que d'autre part ils purent mesurer leur force, ils décidèrent l'abolition définitive du Califat. La thèse à ce moment-là avait changé de forme et d'essence. Pour décider l'abolition du Califat, on ne pouvait plus considérer, en effet, le titre de Calife comme indépendant de celui du Sultan ; il ne fallait plus admettre le caractère religieux du Sultanat. Dans de longs discours prononcés au Parlement on expliqua alors à la nation que le mot Calife, dans son sens linguistique et dans son application traditionnelle, n'avait rien de religieux. Le Calife était le chef de

la nation Musulmane; il était absolument responsable de ses actes; pouvait et devait être déchu s'il ne remplissait pas son devoir ou cessait d'avoir les qualités requises pour ses hautes fonctions. Devait être Calife la personne qui avait le plus de puissance, d'énergie et de capacité pour assurer le bien-être des Musulmans et élargir les limites de l'influence de la religion.

Or, la décision précédente de conférer à la Grande Assemblée Nationale tous les pouvoirs de la Souveraineté, rendait vide de tout contenu le rôle du Calife, puisque, d'après la nouvelle thèse, ce rôle n'était que politique. Il fallait donc supprimer ce paradoxe et cette antinomie.

A ceux qui parurent s'émouvoir d'une telle témérité et qui laissèrent entendre que l'on perdrait par là la grande influence morale que les Turcs possédaient sur le monde de l'Islam par la présence du Calife à Constantinople, il fut nettement répondu qu'on n'avait que faire de cette influence, et qu'elle était d'ailleurs illusoire. Pendant la guerre générale le Cheïk-ul-Islam et le Calife n'avaient-ils pas lancé les fetva de la Guerre Sainte, invitant tous les peuples Musulmans à déclarer la guerre aux infidèles? Et pourtant cet appel n'avait eu aucun écho. Nulle part les Musulmans sujets des ennemis ne s'étaient révoltés.

Bien au contraire les Musulmans des Indes et d'Afrique avaient constitué le meilleur des troupes qui ont combattu les Turcs du côté de Bagdad et des Dardanelles. La Turquie se déclarait nettement contre la politique panislamique; elle devenait franchement démocratique et laïque et l'idée que le Califat pouvait passer entre d'autres mains ne l'influçait nullement. Bien qu'une certaine obscurité voulue subsistât encore dans la rédaction de l'article, la volonté était catégorique et absolue: la Turquie voulait nettement rompre avec les méthodes orientales et adopter les méthodes politiques de l'Occident.

Impartialement, on doit admettre que, les deux thèses émises au sujet du Califat contiennent l'une et l'autre une part de vérité. Le malentendu provient de la conception qu'on se faisait d'une nation au temps de Mahomet et de celle qu'on se fait maintenant. Mahomet réunissait sous l'égide du Coran tous les Musulmans qui, liés par la religion, devaient former un tout. Donc, le chef devait être et le Chef politique et le chef religieux des Musulmans, d'autant plus que c'étaient les préceptes Coraniques qui devaient servir de base à l'administration politique des Musulmans.

Malgré les exemples que l'histoire nous présente des Califes, sans pouvoirs politiques, existant

à côté des souverains, il n'en reste pas moins que les savants ont toujours pensé que le Calife cumulait la double qualité de chef politique et de chef religieux. Ceux qui prétendent que le Calife est uniquement un chef religieux, et ceux qui prétendent qu'il n'a rien de religieux se trompent également. Le Calife, en réalité, réunit les deux attributs.

Au reste, ces discussions purement théoriques sont un peu vaines. Ce qui est plus significatif, c'est l'opinion générale que le peuple en Turquie se fait du Calife. Or, cette opinion, ancrée depuis plusieurs siècles, c'est que, chez le Calife, la qualité de chef religieux est inséparable de l'autorité politique. Le Calife est le représentant réel du prophète, l'ombre de Dieu sur la terre, et le Souverain qui, comme tel, doit être absolu.

Et cette constatation suffit à montrer l'immense portée de décisions prises à Angora, l'audace et la décision qu'il a fallu pour y procéder.



CHAPITRE IX.

La Constitution d'Angora.

Le 16 Ramazan 1342, 20 Avril 1340 (1924), Angora promulgue la nouvelle Constitution turque. C'est en vérité la seconde publiée en Turquie, la première étant celle de Midhat Pacha. Entretemps, nous l'avons vu, les Jeunes Turcs se contentèrent de modifier quelques articles et Angora de publier quelques lois partielles.

La République promulguée, la Califat aboli, la dynastie expulsée, c'était le moment de réunir en une seule loi ce qui avait été fait pour jeter les fondements du nouvel Etat Turc qui prenait la succession de l'Empire Ottoman. Il fallait surtout enterrer avec l'Empire qui mourait la Constitution qui lui servait d'appui.

La nouvelle loi comporte six Chapitres et 105 articles.

En annexe à notre travail, nous donnerons le texte intégral de cette loi, dont l'importance est primordiale et dont les dispositions précises sont encore peu connues. Pour l'instant, nous allons essayer d'en dégager, en les commentant, les principes essentiels.

Disons d'abord que cette Constitution reflète la lutte entre ceux qui voulaient rester fidèles au principe de l'unité des pouvoirs, tel qu'il a été énoncé le premier jour de l'Assemblée d'Angora et ceux qui, au cours des dernières années, avaient constaté que l'administration de l'Etat n'était pas possible sans limiter les pouvoirs de l'Assemblée et sans assurer un équilibre politique. Mais ces derniers n'ont pas eu le courage de dire qu'ils s'étaient trompés et que, abandonnant la thèse de l'unité des pouvoirs, ils revenaient au principe salubre de l'équilibre. Ils ont voulu parvenir à cette fin sans prendre une attitude nette. La nouvelle Constitution et les débats qui se sont déroulés à son propos, se sont beaucoup ressentis de cette situation équivoque.

Remarquons ensuite que la Charte décrète une religion d'Etat, qui est naturellement la religion musulmane.

Pour une République qui prétend être entièrement laïque, qui a décidé que le Cheik-ul-Islam ne ferait pas partie du Conseil des Ministres, qui a même aboli ce titre et ce poste et l'a remplacé par un simple Bureau des affaires religieuses sans aucun pouvoir sur les affaires politiques, il ne devait pas être question de religion d'Etat.

La Charte a cru devoir indiquer également

qu'Angora serait la capitale de la République. Il est peu logique de parler dans une Constitution de la capitale de l'Etat. Mais cette dernière proposition a été volontairement ajoutée pour empêcher toute velléité de faire revenir la capitale à Constantinople, comme la très grande majorité du peuple le souhaite.

Les premiers articles sont naturellement consacrés à préciser les pouvoirs considérables de l'Assemblée. Elle est la véritable souveraine ; le droit de légiférer et le pouvoir exécutif sont concentrés en elle. Il est vrai qu'elle exerce le pouvoir exécutif par l'intermédiaire du Président de la République et du Conseil des Commissaires ou mandataires. C'est donc là, déjà, par rapport aux lois précédentes, un changement : l'Assemblée conserve l'exécutif, mais elle l'exerce par entremise. On ne fait pas en pratique autre chose en France ou dans les pays à système de Cabinet. Mais l'on sauve les apparences en disant que c'est au nom de l'Assemblée que les mandataires agissent.

L'âge des électeurs est réduit de 25 ans à 18. En outre aucun cens n'est imposé aux électeurs. Les députés qui devaient être originaires du district qui les élisait, peuvent être originaires de toute autre région du pays. Ce sont là des innovations intéressantes et libérales.

De même la réunion des Chambres ne se faisait d'après l'ancienne loi organique que sur invitation du Sultan. Cette fois-ci point n'est besoin d'une convocation. Les députés se réunissent de plein droit le 1^{er} Novembre de chaque année.

La Chambre chargée de l'exécutif peut-elle prendre des vacances? L'article 14 répond à cette question: l'Assemblée ne peut pas suspendre ses travaux pendant plus de six mois par an et cela pour permettre à ses membres de faire des tournées dans l'intérieur du pays, user de leur droit d'enquête et de contrôle, se livrer à des voyages d'études et enfin prendre de repos.

La discussion de cet article a mis en pleine lumière les deux tendances divergentes. Puisque, disent les uns, l'assemblée détient l'exécutif, puisque les ministres ne sont que de simples mandataires, comment la Chambre peut-elle se séparer? Comment d'autre part, concevoir, un Parlement siégeant toute l'année? Mais elle peut décider des vacances qui ne peuvent pas dépasser six mois. De fait, à peine la Constitution était-elle votée que l'Assemblée décidait de se séparer pour six mois.

Ce fait, en même temps que le droit de proposer des lois conféré aux commissaires, montre que l'exécutif doit absolument être séparé du législatif, car si les mandataires ne sont que de

simples représentants de l'Assemblée ils ne doivent avoir d'autre rôle que celui d'assurer les affaires courantes et non point de proposer des lois.

La théorie que tous les députés participent à l'exécutif impliquait, par voie de conséquence, l'impossibilité du cumul du mandat parlementaire avec toute autre fonction. En effet les fonctions de professeur à l'Université ou d'ambassadeur sont considérés comme incompatibles avec le titre de député. Les députés avocats sont invités à ne pas exercer pendant qu'ils détiennent leur mandat. La logique le veut ainsi. Permettrait-on à un membre de l'exécutif, à un ministre avocat d'exercer? Le même inconvénient existe donc pour un député, faisant partie d'une Assemblée qui détient le pouvoir exécutif.

L'article 25 est celui qui a donné lieu aux plus âpres discussions entre les partisans de l'omnipotence de l'Assemblée et ceux qui voudraient y apporter des adoucissements. Cet article est ainsi conçu: «Si, avant la fin de la législature, il est décidé à la majorité absolue du nombre des députés inscrits de procéder à de nouvelles élections, le mandat de la nouvelle assemblée commencera à partir du mois de novembre suivant».

Une bataille extrêmement chaude se livra autour de cet article. La Commission et le Gouver-

nement voulaient donner au Président de la République le droit de dissolution. Les partisans de cette thèse ne voyaient là rien de contraire aux droits souverains de l'Assemblée. Au fond qu'est-ce que la dissolution, surtout au point de vue pratique, par un Président de la République qui puise sa force du peuple ? C'est simplement une invitation à la nation de donner elle-même son avis sur une question qui touche de près à son existence. C'est la meilleure façon de dire que la nation détient toute la souveraineté.

Les opposants objectaient qu'admettre le droit de dissolution, le veto et le droit de suspension, alors que, déjà l'Assemblée n'a d'autres armes que le vote de confiance pour imposer sa volonté aux ministres, ce serait réduire l'Assemblée d'Angora au niveau des assemblées parlementaires d'Europe. Que devenait donc la prétention de posséder une forme d'Assemblée supérieure aux Assemblées européennes et possédant tous les pouvoirs ? L'assemblée, organisme unique, exerçant et le mandat législatif et le pouvoir exécutif devait être considérée comme l'institution supérieure de l'Etat ; reconnaître à qui que ce soit le droit de la dissoudre, c'était admettre que celui qui prendrait cette décision lui serait supérieur, ce qui est contraire aux principes qui avaient prévalu jusqu'ici.

L'occasion se présenta alors d'étudier s'il n'était pas utile de créer une seconde Chambre et de donner, comme en France, au Président de la République, le droit de dissolution après avoir obtenu l'assentiment de cette seconde Chambre. Cette proposition fut rejetée. On laissa l'Assemblée maîtresse de décider sa dissolution. La chose paraît peu pratique. Si le Gouvernement peut obtenir une majorité pour dissoudre la Chambre, c'est donc qu'il peut gouverner comme il l'entend, avec cette majorité de sorte que la dissolution dans ce cas devient inutile. En tout cas l'absence du droit de dissolution rend l'équilibre très précaire, ce n'est pas à l'avantage des intérêts publics. Les partisans de l'équilibre paraissent décidés à reprendre la discussion très prochainement.

L'on verra aussi dans le texte ci-dessous que comme suite aux principes qui l'ont emporté, une partie des prérogatives impériales sont passées à l'Assemblée et une seconde partie au Président de la République. Les décrets présidentiels sont appelés décrets nationaux.

C'est parmi les membres de l'Assemblée et par l'Assemblée que le Président est élu, mais il est élu pour la durée d'une législature.

Cette décision appelle également la critique. C'est là encore l'un des effets de la doctrine qui

met l'Assemblée au-dessus de toute institution. Dans un pays comme la Turquie qui a vécu toujours avec des traditions plusieurs fois séculaires il serait certes préférable d'accorder à la présidence une plus grande force et une plus grande autorité en ne soumettant pas le président à un changement, surtout au moment des luttes électorales.

Le Président de la République est le chef de l'Etat. A ce titre pour des cérémonies spéciales, il préside l'Assemblée et s'il le veut le Conseil des Commissaires exécutifs. Le Président de la République, pendant tout le temps de son mandat, ne peut pas voter.

Il y a là quelques décisions utiles. Le président de la République était en même temps président de l'Assemblée. Il prenait fréquemment part aux débats et le poids de son influence jouait un grand rôle; en lui interdisant de participer aux débats on lui enleva le plus sérieux moyen d'abuser de cette influence et de l'action de sa parole. On a pris envers lui les mêmes mesures que l'on avait prises en France contre Thiers. Cependant il reste acquis que le président continuera à être député sans droit de vote, de sorte que s'il démissionne ou quitte la présidence il reprend ipso facto son poste de député.

On peut considérer aussi comme une faiblesse pour la présidence que le titulaire de ce poste continue à être le président effectif et actif du parti de la majorité. Actuellement, la Chambre étant formée uniquement ce qui peut paraître incroyable en Europe — d'un seul parti, la chose ne paraît pas très grave ; mais la situation ne serait pas la même, si d'autres partis, même républicains, venaient à se former. C'est là un point où l'on doit espérer qu'un changement se produira. -

La Constitution a eu la prudence de prévoir le cas d'une vacance de la présidence, surtout au moment où l'Assemblée n'est pas réunie ou se trouve dissoute en vue de nouvelles élections. En conférant automatiquement au président de la Chambre la présidence provisoire beaucoup d'inconvénients pourront être évités.

Si le droit de dissoudre la Chambre lui a été refusé, le président a obtenu, en revanche, le droit de veto, dans des conditions précises, en laissant le dernier mot à l'assemblée. Ce droit très restreint a été enlevé après de grandes luttes.

En obligeant le premier ministre et le Commissaire compétent à contresigner des décisions émanant du Président, une nouvelle règle du régime de Cabinet est admise.

Les constituants ont poussé leur culte de

l'omnipotence jusqu'à vouloir retenir dans la personnalité morale de l'Assemblée le commandement en chef. Il est vrai que l'article ajoute tout de suite que c'est par le Président que l'Assemblée réalise cette prérogative. Mais c'est un indice curieux de la disposition des esprits des législateurs à tendance unitaire. Le commandement en chef étant un des moyens essentiels de l'exécutif, l'assemblée tient à se l'arroger. C'est pourquoi elle se réserve le droit de donner son avis pour le choix du Commandant en chef pendant la guerre.

Au sujet de la responsabilité du Président, les divergences entre ceux qui veulent la séparation et ceux qui y sont opposés se sont de nouveau manifestées. Dans le texte qui a été voté, c'est la première tendance qui l'emporte. L'article 41, en effet, déclare que la responsabilité du Président revient aux ministres qui contresignent ses décrets: C'est donc le principe de l'irresponsabilité qui est nettement admis. En fait, il est loin d'en être ainsi, mais on avait tellement critiqué l'ancienne Constitution qui érigeait le Sultan au-dessus de tout et considérait sa personne comme sacrée et irresponsable que, cette fois, tout en admettant la chose, on a voulu éviter les mots.

Même méthode en ce qui concerne le droit de grâce à accorder au Président. Lui accorder ce

droit de manière absolue parut excessif; on apporta des restrictions, dont celle-ci, que le Président ne pourra user du droit de grâce qu'en cas de maladie du condamné. Le tour était joué: il sera toujours possible à un condamné de dire qu'il est malade. Là aussi on agit indirectement pour ne pas avoir l'air de toucher aux prérogatives de l'Assemblée.

Le mode de formation du Cabinet porte, lui aussi, la marque de l'évolution inévitable. L'Assemblée qui avait commencé par élire ses mandataires, tantôt sur une liste de candidats présentés par le président, tantôt directement, ne fait qu'accepter la liste que lui présentera le premier ministre, lui-même choisi par le président de la République.

C'est, très nettement, la méthode adoptée en Europe pour la formation du Cabinet. Le droit de l'Assemblée de nommer des mandataires, comme il est dit plus haut, n'existe à peu près plus. Au point de vue de la formation de l'Exécutif, Angora a fini par adopter la méthode du Gouvernement de Cabinet.

Nous avons vu précédemment que le Conseil d'Etat formé par le Sultan Medjid, l'une des créations les plus précieuses du temps de Tanzimat, s'était trouvé, par la création du Gouvernement

de la G. A. N. T. annulé. Angora occupé par la lutte gigantesque qu'il livrait, ne pouvait pas s'occuper de refaire toutes les branches de l'Administration. C'est à des commissions formées au sein de l'Assemblée que revenait une partie des attributions du Conseil d'Etat. Par la nouvelle constitution, la création du Conseil d'Etat est décidée, avec cette différence qu'auparavant c'était le Gouvernement qui nommait les conseillers d'Etat tandis que maintenant c'est l'assemblée qui se réserve ce droit. Il est à espérer que ce Conseil d'Etat aura une grande autorité, et nous croyons qu'il a été dans l'esprit des législateurs de faire jouer à ce Conseil un grand rôle, celui de la Chambre Haute, surtout en ce qui concerne la confection des lois. L'innovation serait utile et intéressante.

La formation de la Haute Cour mérite une mention spéciale. Déjà la Constitution de 1876 avait posé comme principe de ne pas laisser aux chambres ou à l'une d'elles le droit de s'ériger en organe de justice. La dernière Constitution s'est inspirée de la même conception. La Haute Cour se compose de vingt et une personnes, prises parmi les membres de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat, et nommées, s'il le faut, au scrutin secret. Ni le Gouvernement, ni les Chambres n'ont

à intervenir dans ce choix, ce qui est une garantie précieuse pour les accusés. Onze de ces membres seront issus de la Cour de Cassation et les dix autres du Conseil d'Etat. Le Président et les vice-présidents sont choisis parmi eux, au scrutin secret. Six membres, tirés au sort, sont écartés pour servir, le cas échéant, à remplacer les absents.

Mais, en Turquie, la compétence de la Haute Cour n'est pas aussi large qu'en Europe; toute personne accusée de crime politique n'est pas passible de la Haute Cour. Seuls les mandataires exécutifs, c'est-à-dire les ministres, et les membres de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat relèvent de ce Tribunal.

Nous accordons sans conteste notre préférence au mode de recrutement de la Cour que nous venons d'exposer. Il est préférable que l'on choisisse, pour exercer une telle fonction, des personnes qui ont passé toute leur vie à étudier et à appliquer les lois du pays. Nous n'avons pas vu jusqu'ici, surtout en France, que le seul esprit de justice soit intervenu dans les divers procès politiques où le Sénat a eu à statuer. Il a suffi de quelques années pour que, sous la pression d'une nouvelle orientation politique, les condamnés de la Haute Cour fussent amnistiés. Le législateur turc pense avec raison que la Haute Cour doit

s'inspirer uniquement de considérations judiciaires. Il est en droit d'espérer dans ses sentences plus de justice et d'équité. Notons d'ailleurs que, jusqu'ici, on n'a jamais eu l'occasion en Turquie de constituer la Haute Cour.

Plusieurs articles sont consacrés aux droits et libertés des citoyens turcs, qui sont les mêmes que dans presque toutes les autres Constitutions. Un article parle de la liberté de la presse et de l'interdiction de la censure. Mais, comme il y est dit que la presse est libre «d'après la loi» il faut sous-entendre qu'en temps de guerre ou à l'occasion de l'état de siège, la censure, d'après les lois militaires, peut être imposée.

Signalons aussi l'article 88, où il est dit que tous les habitants de la Turquie, «en tant que compatriotes», seront appelés «Turcs», sans exception de religion ou de race. L'expression : en tant que compatriotes, est un peu vague. Cependant l'esprit de l'article est que, même les non-Turcs, s'appelleront dorénavant Turcs, au lieu d'ottomans, en tant qu'appartenant tous à un même Etat.

L'Assemblée, si puissante, pourra, le cas échéant, faire œuvre de constituante et modifier cette constitution, mais les modifications à apporter aux lois fondamentales doivent être exigées au moins par un tiers des membres inscrits de l'Assemblée

et acceptées à la majorité de deux tiers des membres inscrits. En aucun cas, il ne peut être proposé de modification ou de changement à l'article premier de la présente loi indiquant que la forme de l'Etat est la République.

Si cette Constitution n'a pas pu se débarrasser des théories mises en honneur dès la création de la première grande assemblée, et si elle se ressent beaucoup des divergences de vues entre ceux qui prétendaient rester fidèles à ces théories et ceux qui voulaient revenir aux règles de l'équilibre de pouvoirs, l'on voit par contre que toutes les conceptions des premiers jours, au sujet de l'administration des Vilayets et des élections sur la base professionnelle ont été abandonnées. La première loi fondamentale donnait une liberté extraordinaire aux provinces où deux gouverneurs devaient siéger, l'un choisi par élection locale et l'autre qui représenterait le Gouvernement central. On a vite compris que ces théories n'avaient rien de pratique. Elles ont été sagement écartées.



CONCLUSIONS.

Nous avons voulu, sans aucune prétention, passer en revue l'évolution qui s'est produite en Turquie, au point de vue constitutionnel, jusqu'à la constitution actuelle d'une république laïque, très démocratique et basée sur le principe plus ou moins rigoureusement appliqué de l'unité des pouvoirs.

Nous avons constaté que la Révolution française n'a pas eu une répercussion sensible et palpable sur les idées de notre pays et que c'est plusieurs années après, à l'époque du Tanzimat, que se dessina le premier mouvement en vue de permettre à la Turquie de ne pas se laisser distancer par l'Europe. Dès le premier moment la question se posa de savoir si le pays devait chercher à évoluer d'après l'esprit oriental ou s'il devait adopter les méthodes européennes, « s'occidentaliser » pour employer le mot qui est actuellement en honneur.

A plusieurs reprises, Metternich recommanda à la Turquie de ne pas sortir de ses traditions et de se méfier des réformes trompeuses de l'occident ; telle fut aussi l'opinion de la majorité de

la classe éclairée du pays, à l'encontre de quelques hommes d'Etat qui avaient compris qu'il n'y avait de salut pour la Turquie que dans l'adoption des principes libéraux de l'occident, mitigés par le maintien de l'autorité profonde qui était attachée à la personne du Souverain-Calife.

Dans les diverses étapes du développement constitutionnel en Turquie on voit les hommes d'Etat tendre à se rapprocher de l'Europe, mais se croire trop faibles pour mener à bien ce mouvement, et obligés de donner à l'esprit de réaction des apaisements et des satisfactions. Une attitude plus radicale aurait peut-être de bons résultats; mais, d'autre part, ceux qui pensent que le milieu se prêtait peu à des changements essentiels ne paraissent pas avoir complètement tort. En tout cas, il n'est aucun réformateur qui n'ait tenté de faire appuyer les réformes par l'autorité du Souverain; Midhat Pacha lui-même, le créateur de la première constitution, n'a pas usé d'une autre méthode, et ce ne fut qu'après avoir acquis la conviction que le Souverain régnant s'opposerait toujours aux réformes, qu'il participa au complot dont l'aboutissement fut le détronement du Sultan.

Si la Turquie avait eu le bonheur de rencontrer à ce moment-là, au lieu de Sultan Hamid, un homme aux idées larges et sachant tirer parti

de cette nouvelle institution, le Parlement, la Turquie serait aujourd'hui dans un tout autre état. Les trente ans qu'Abdul Hamid a fait perdre à la Turquie ont eu, pour le pays, des effets désastreux et incalculables.

Mais, a-t-on souvent objecté, et objecte-t-on encore, est-ce que le régime démocratique et parlementaire peut se concilier avec les aspirations traditionnelles de l'Orient ? N'oublions pas · disent les partisans de cette thèse—que, malgré les préceptes Coraniques qui conseillent les délibérations et attachent une importance capitale aux avis des personnalités capables « de délier et de lier » les graves questions politiques et sociales, il n'est jamais entré dans les mœurs de l'Orient de permettre au peuple de participer aux affaires publiques.

Telle n'était pas l'opinion de Midhat Pacha, qui, bien que n'ayant pas réussi à faire accepter sa Constitution, n'en pensait pas moins qu'elle correspondait à un besoin et à une possibilité. Quant aux hommes d'Angora, beaucoup plus audacieux encore, ils ont osé rompre ouvertement avec le passé et adopter radicalement le système européen.

Il faut connaître l'Orient pour comprendre la véritable portée des réformes introduites, en une

seule année, par les dirigeants d'Angora. C'est une transformation presque incroyable, dont on se rend compte en en résumant les principaux points :

1^o. — Sans l'intervention du législateur, par l'exemple donné d'en haut, la femme turque sort du harem. Je considère cette réforme comme plus apte à produire des effets salutaires — si l'on n'exagère pas dans cette voie au point d'amener une réaction — que toutes les constitutions. Les femmes vont au théâtre avec leurs parents, étudient dans les universités avec les garçons. On examine actuellement la question de créer des Lycées mixtes.

2^o. — On a d'abord séparé le Califat du Sultanat et on a fini par abolir le Califat. Le Cheik-ul-Islamat n'existe plus et le Chef religieux n'a rien à voir dans le Cabinet ni dans les questions politiques. Pour la Turquie, où les étudiants en théologie ont toujours été une puissance occulte imposant sa volonté, cette innovation est d'une importance capitale.

3^o — Les Medressés (Université en théologie) administrés par des religieux, sont abolis. Actuellement, la Faculté des Lettres comprend une section d'études religieuses. L'enseignement y sera fait par des professeurs d'université et dans l'esprit le plus moderne.

4°. — L'Evkaf, l'administration des biens de main morte, institution Coranique vieille de plusieurs siècles, que même les Sultans les plus absolus ont dû respecter, a également disparu. Cette crainte des souverains de toucher à l'Evkaf avait incité certains gros propriétaires à faire de leur domaine des biens Vakoufs. En donnant une petite partie des revenus à une œuvre pieuse, le solde restait acquis aux héritiers. De la sorte, une quantité considérable de propriétés étaient devenues Vakoufs et, comme les règlements qui les régissaient étaient très étroits, l'existence de ces biens mal gérés constituait un grand obstacle au développement économique du pays.

Telles sont les grandes lignes des réformes actuelles. En somme, Angora a prétendu créer un système *sui generis*, concentrant tout le pouvoir dans une assemblée et donnant au président de cette assemblée -- Chef de l'Etat, chef du parti politique, chef du Conseil des Commissaires -- une influence importante. Nous avons vu que les chefs du mouvement n'ont pas tardé à comprendre que ces théories n'étaient pas possibles et nous avons constaté que la dernière constitution se ressent de cette nouvelle tendance politique qui incline vers un équilibre des pouvoirs. Le Président de la République n'est plus président de l'Assemblée

et n'a même plus le droit de prendre la parole dans son sein. La formation du Cabinet est tout ce qu'il y a de parlementaire, et l'Exécutif, sinon en théorie, du moins en pratique est pendant six mois affranchi du contrôle parlementaire. Il ne reste, pour arriver au fonctionnement normal du régime parlementaire que quelques perfectionnements à réaliser : il faudra, par exemple, que le droit de dissolution soit accordé, absolu ou mitigé, au Président de la République; il faudra que le Président abandonne la présidence effective du parti politique auquel il appartient, il faudra surtout que le changement de la présidence ne soit pas lié à chaque changement de législature.

Une dernière question se pose : quel avenir doit-on attendre de toutes ces réformes ? Celles-ci répondent-elles aux vues de la majorité de la population ? En toute franchise, nous dirons : non ! en faisant d'ailleurs remarquer que toutes les grandes réformes de ce genre ne se font jamais que par la volonté d'une minorité éclairée. Il est peut-être à craindre qu'à la première occasion tout le système ne s'ébranle. Mais il faut ajouter que toutes ces réformes ont eu la chance d'être voulues et imposées par un homme ayant toutes les qualités d'un chef. Actuellement la Turquie est en train de réaliser quelque chose de très dif-

ficile. C'est un esprit très démocratique que l'on impose par la main de fer d'un chef résolu à le faire triompher. Moustafa Kémal Pacha est, par l'idéal qui l'anime, très supérieur à Mussolini, car au lieu d'aller vers la dictature, il marche vers les libertés du peuple, un peu peut-être, malgré le peuple lui-même.

Les personnes qui se défient des changements brusques et ont peu de foi dans les réformes hâtives et dans l'effet des lois qui veulent par un trait de plume changer le cours des événements, sont sans doute fondées à craindre une perturbation dans la vie sociale, surtout à la suite de la disparition de l'autorité attachée à l'institution plusieurs fois séculaire du Califat. Mais il faut sincèrement avouer que rarement, dans aucun pays du monde, une personnalité de l'envergure de Moustapha Kémal Pacha, a surgi et a exercé, sur l'esprit public une pareille autorité ! Si les réformes radicales qui viennent d'être faites correspondaient à une nécessité, aucun moment n'était plus propice pour les effectuer que le moment actuel, et jamais concours de circonstances aussi favorables ne s'est produit et ne se manifestera apparemment.

Si le régime actuel, allant toujours vers les libertés du peuple sans les laisser dégénérer vers

l'anarchie, peut subsister quinze à vingt ans sans soubresauts et sans cahots, c'est une nouvelle Turquie qui naîtra parmi les Nations.

Nous avons cette foi et cet espoir.



ANNEXE

LA LOI FONDAMENTALE.

(Loi d'organisation fondamentale)

N^o. 491 promulguée le 16 Ramazan 1342-20 Avril 1340. (1924)

CHAPITRE I.

Clauses Fondamentales.

Art. 1. — L'Etat de Turquie est une république.

Art. 2. — La religion de la République Turque est la religion musulmane. Sa langue officielle est le turc. Sa capitale est la ville d'Angora.

Art. 3. — La Souveraineté appartient sans réserve ni condition à la nation.

Art. 4. — La Grande Assemblée Nationale est le véritable et unique représentant de la nation et use, au nom de la nation, du droit souverain.

Art. 5. — Le droit de légiférer et le pouvoir exécutif sont concentrés dans la Grande Assemblée Nationale.

Art. 6. — L'Assemblée exerce elle-même son droit de légiférer.

Art. 7. — L'Assemblée exerce le droit exécutif par l'intermédiaire du Président de la République et par l'entremise des mandataires de l'exécutif, nommés par le Président du Conseil. L'Assemblée peut à tout moment contrôler et faire tomber le Gouvernement.

Art. 8. — Le droit de rendre la justice est exercé, au nom de la nation, et en conformité des lois et règlements, par des Tribunaux indépendants.

CHAPITRE II.

Le pouvoir législatif.

Art. 9. — La Grande Assemblée Nationale est composée de Députés élus par la Nation d'après la loi y afférente.

Art. 10. — Tout Turc mâle qui a accompli ses dix-huit ans a le droit de participer aux élections des Députés.

Art. 11. — Tout Turc mâle qui a accompli ses trente ans a la capacité d'être élu député.

Art. 12. — Ceux qui sont dans un service officiel étranger, ceux qui ont été condamnés à une

peine criminelle ou pour un des délits suivants: vol, faux, escroquerie, abus de confiance ou faillite frauduleuse; les interdits, ceux qui prétendent avoir une nationalité étrangère; ceux qui ont perdu leurs droits civils; ceux qui ne savent pas lire et écrire le turc, ne peuvent pas être élus députés.

Art. 13. — Les élections à la Grande Assemblée Nationale se font tous les quatre ans. Les députés dont le mandat arrive à son terme sont rééligibles. L'ancienne Chambre continue à exister jusqu'à la réunion de la nouvelle chambre. Chaque député est le représentant, non seulement de la circonspection qui l'a élu, mais de toute la nation.

Art. 14. — La Grande Assemblée Nationale se réunit sans convocation, chaque année, au commencement de Novembre. L'Assemblée peut suspendre ses travaux, pendant six mois par an au maximum, pour permettre à ses membres de faire des tournées dans l'intérieur du pays, user de leur droit d'enquête et de contrôle, faire des études, et prendre du repos.

Art. 15. — Le droit de proposer des lois appartient aux membres de l'Assemblée et au Conseil des Commissaires exécutifs.

Art. 16. — Les Députés, au moment où ils viennent prendre part à l'Assemblée, prêtent le

serment suivant : « Je jure au nom d'Allah que je ne poursuivrai aucun but qui soit contraire au bonheur et à la sûreté de la patrie et de la Nation ou opposé à la Souveraineté appartenant sans réserve ni restriction à la nation, et que je ne serai point infidèle aux principes de la République ».

Art. 17. Aucun député n'est responsable des avis, opinions et déclarations qu'il manifesterait dans l'enceinte de la Chambre, ni pour avoir manifesté au dehors les avis, opinions et déclarations présentés à la Chambre. Un député accusé pour un crime commis avant ou après son élection ne peut être interrogé comme accusé ni détenu ni jugé sans une décision préalable de l'Assemblée. Le flagrant délit, en matière criminelle, fait exception à cette règle. Mais dans ce cas l'administration compétente en informera immédiatement l'Assemblée. L'application d'une pénalité quelconque décidée contre un député avant ou après son élection est ajournée jusqu'à la fin de son mandat de député. La prescription ne court pas pendant la durée du mandat du député.

Art. 18. — Les indemnités annuelles des députés sont fixées par une loi spéciale.

Art. 19. — Pendant la durée des vacances, le Président de la République ou le Président de la Chambre peuvent, s'ils en voient la nécessité, in-

viter la Chambre à se réunir. De même le Président de la Chambre convoque l'Assemblée sur la demande du cinquième de ses membres.

Art. 20. — Les débats de l'Assemblée sont publiés textuellement : l'Assemblée peut se réunir aussi à huis clos dans les conditions indiquées au règlement intérieur. La publication des débats à huis clos ne peut se faire que sur décision de l'Assemblée.

Art. 21. — Les débats à l'Assemblée se déroulent d'après le règlement intérieur.

Art. 22. -- L'Assemblée a le droit de poser des questions, d'adresser des interpellations et de procéder à des enquêtes. Le règlement intérieur fixe le mode d'application.

Art. 23. — La même personne ne peut pas cumuler le mandat de député et une fonction dans l'Etat.

Art. 24. — La Grande Assemblée Nationale de Turquie élit au commencement de chaque mois de novembre et pour une année, un président et trois vice-présidents.

Art. 25. — Si avant la fin de la législature il est décidé à la majorité absolue du nombre des députés inscrits de procéder à des nouvelles élections, le mandat de l'Assemblée qui se réunira

de nouveau commencera à partir du mois de novembre suivant.

La session qui aurait lieu avant Novembre serait considérée comme une session extraordinaire.

Art. 26. — La Grande Assemblée Nationale remplit elle-même les charges suivantes : Exécuter les sanctions du Chéri ; préparer les lois, les modifier, les interpréter, les annuler ; contracter avec d'autres Etats des conventions, des traités et conclure la paix ; déclarer la guerre ; examiner et ratifier le budget public et les lois concernant tous les comptes définitifs de l'Etat ; procéder à la frappe des monnaies ; confirmer et annuler les conventions et concessions concernant un monopole ou contenant un engagement financier ; accorder toute amnistie générale ou particulière ; réduire les peines ou les commuer ; ajourner les enquêtes et les pénalités légales ; faire exécuter les sentences concernant les peines capitales émanant des Tribunaux et devenus définitives.

Art. 27. — Si à la majorité de deux tiers des membres présents la Grande Assemblée Nationale décide qu'un député est accusé d'avoir trahi la patrie ou d'avoir commis un abus pendant son mandat, ou s'il vient à être condamné pour l'un des délits indiqués à l'article 12 et que cette condamnation acquière force de chose jugée, il perd sa qualité de député.

Art. 28. — Le mandat de député tombe par la démission, l'interdiction pour des raisons légales, l'absence pendant deux mois sans autorisation ou excuse, ou par l'acceptation d'une fonction publique.

Art. 29. — Il est procédé à l'élection d'un autre député à la place de celui qui aurait perdu sa qualité conformément aux articles précédents ou pour remplacer un député qui viendrait à mourir.

Art. 30. — La Grande Assemblée Nationale règle et assure sa police par les soins de son président.

CHAPITRE III.

Le pouvoir exécutif.

Art. 31. — Le Président de la République est élu par la Grande Assemblée Nationale et parmi ses membres pour la durée d'une législature. Les pouvoirs du Président durent jusqu'à l'élection de son successeur. Le Président est rééligible.

Art. 32. — Le Président de la République est le chef de l'Etat. A ce titre, pour des cérémonies spéciales, il préside l'Assemblée et s'il le veut le Conseil des Commissaires exécutifs. Le Président

de la République, pendant tout le temps de son mandat, ne peut pas participer aux discussions et aux débats de l'Assemblée et ne peut pas voter.

Art. 33. — Si le Président de la République ne parvient pas à remplir ses fonctions, soit pour cause de maladie ou pour une autre raison, telle que son déplacement en dehors du pays, ou bien si la présidence devient vacante pour cause de mort, démission ou autre, le président de l'Assemblée remplit les devoirs du Président à titre intérimaire.

Art. 34. — Si l'Assemblée est réunie au moment où la vacance de la présidence se produit, elle procède tout de suite à l'élection du président de la République. Si l'Assemblée n'est pas réunie, le président la convoquera immédiatement et l'on procédera à l'élection du président de la République. Si la session de l'Assemblée a pris fin ou s'il a été décidé de procéder à de nouvelles élections, c'est l'Assemblée suivante qui élira le président de la République.

Art. 35. — Le Président de la République promulgue et publie dans l'intervalle de dix jours les lois acceptées par l'Assemblée. Il renvoie à l'Assemblée en indiquant les raisons, et toujours dans l'intervalle de dix jours, les lois qu'il ne considère pas pouvoir promulguer sans qu'elles

aient été soumises à un nouvel examen, sauf les lois fondamentales (constitutionnelles) et les lois du budget.

Si l'Assemblée maintient la loi, après cette nouvelle discussion, le Président de la République est obligé de la promulguer.

Art. 36. — Le Président de la République prononce ou fait lire par le premier ministre, en novembre de chaque année, un discours concernant l'activité du Gouvernement pendant l'année précédente et les mesures que l'on considère convenables de prendre pendant l'année en cours.

Art. 37. — Le Président de la République nomme auprès des Etats Etrangers les représentants politiques de la République et reçoit les représentants politiques des Etats Etrangers.

Art. 38. — Le Président de la République, après son élection, prête serment par devant l'Assemblée de la manière suivante :

« Je jure au nom d'Allah que je ne manquerais pas de respecter, en tant que Président de la République, les lois de la République et les principes de la souveraineté nationale; de travailler fidèlement et de toutes mes forces au bonheur de la Nation turque; de repousser de toute mon énergie tout danger dirigé contre l'Etat turc; de travailler à conserver et à relever la gloire de la

Turquie, et de me consacrer aux exigences de ma mission ».

Art. 39. — Toutes les décisions émanant du Président de la République doivent revêtir la signature du premier ministre et du Commissaire compétent.

Art. 40. — Le commandement en chef (des armées) se trouve contenu dans la personnalité morale de la Grande Assemblée et est représenté par le Président de la République. Le commandement des forces de guerre en temps de paix est attribué, d'après une loi spéciale, à la présidence de l'Etat-Major, et en temps de guerre à la personne qui sera nommée par le Président de la République sur la proposition du Conseil des Commissaires exécutifs.

Art. 41. — Le Président de la République, en cas de trahison (contre la patrie) est responsable par devant la Grande Assemblée Nationale. La responsabilité qui découlerait des ordonnances promulguées par le Président de la République revient au premier ministre et au Commissaire compétent qui, d'après l'article 39 contresignerait les ordonnances. Si le Président de la République encourt une responsabilité quelconque pour des questions personnelles, il sera agi d'après l'article

17 des présentes lois fondamentales concernant l'immunité législative.

Art. 42. — Le Président de la République peut sur les propositions du Gouvernement, annuler ou alléger les peines de certaines personnes pour cause de maladie ou de vieillesse.

Le Président de la République ne peut pas user d'une telle prérogative en faveur d'un ministre quelconque qui, accusé par la Grande Assemblée Nationale, a subi une condamnation.

Art. 43. — La dotation du Président de la République est fixée par une loi spéciale.

Art. 44. — Le premier ministre est nommé par le Président de la République parmi les membres de l'Assemblée. Les autres commissaires sont choisis parmi les membres de l'Assemblée par le premier ministre et tous ensemble, avec l'approbation du Président de la République, sont présentés à l'Assemblée.

Si l'Assemblée n'est pas réunie, cette présentation est ajournée à la réunion suivante. Le Gouvernement expose à l'Assemblée sa ligne de conduite et son point de vue politique au plus tard dans l'intervalle d'une semaine et demande un vote de confiance.

Art. 45. — Les Commissaires forment sous la

présidence du premier ministre « le Conseil des Commissaires exécutifs ».

Art. 46. — Le Conseil des Commissaires exécutifs est solidairement responsable de la politique générale du Gouvernement.

Art. 47. — Les devoirs et les responsabilités des Commissaires sont fixés par une loi spéciale.

Art. 48. — Le nombre des Commissariats est fixé par la loi.

Art. 49. — Tout commissaire qui est en congé ou absent pour toute autre raison, se fait remplacer provisoirement par un autre membre du Conseil des Commissaires exécutifs. Mais un commissaire ne peut pas faire l'intérim de plus d'un commissariat.

Art. 50. — Une décision prise par la Grande Assemblée Nationale de Turquie concernant l'envoi d'un des commissaires par devant la Haute Cour implique la chute de ce commissaire.

Art. 51. — Il sera formé un Conseil d'Etat qui aura à examiner et résoudre les actions et différends d'ordre administratif, donnera son avis sur les projets de loi que le Gouvernement aura préparés et présentés ainsi que sur les conventions et cahiers des Charges des concessions. Il remplira les devoirs précis qui lui sont attribués,

soit par sa propre loi, soit par d'autres lois. Les membres du Conseil d'Etat sont élus par la Grande Assemblée Nationale parmi des personnages éminents par leur science, leur spécialité et leur expérience, et qui ont occupé des fonctions importantes.

Art. 52. — Le Conseil des Commissaires exécutifs rédige des règlements pour indiquer le mode d'application des lois, ou pour préciser les questions dictées par la loi à condition que ces règlements ne contiennent point des sanctions nouvelles et qu'ils soient au préalable étudiés par le Conseil d'Etat. Ces règlements entrent en vigueur après avoir reçu la signature du Président de la République et avoir été publiés. Au cas où une contradiction serait signalée entre les règlements et les lois c'est la Grande Assemblée Nationale qui serait appelée à résoudre la question.

CHAPITRE IV.

Le pouvoir judiciaire.

Art. 53. — L'organisation des tribunaux, leurs devoirs et leurs prérogatives sont fixés par la loi.

Art. 54. — Les juges sont indépendants dans la direction des débats et les sentences à prononcer

concernant tous les procès. Aucune intervention ne peut être admise; ils doivent suivre uniquement la loi.

La Grande Assemblée Nationale et le Conseil des Commissaires exécutifs ne peuvent en aucune façon changer, ajourner, s'opposer à l'exécution des arrêts des Tribunaux.

Art. 55. — Les magistrats ne peuvent pas être destituée en dehors des cas et de la procédure fixés par la loi.

Art. 56. — Une loi spéciale fixe les qualités, les droits, les devoirs, les appointements, les indemnités, le mode de nomination et les causes de destitution des magistrats.

Art. 57. — Les magistrats ne peuvent accepter aucune fonction publique et privée en dehors de celles qui leur sont fixées par la loi.

Art. 58. — Les débats par devant les tribunaux sont publics, mais le tribunal peut décider le huis clos en conformité du code de procédure.

Art. 59. — Toute personne est libre, pour défendre ses droits par devant les tribunaux, d'employer tous moyens licites.

Art. 60. — Aucun Tribunal ne peut refuser de statuer sur les procès qui rentrent dans son devoir et sa compétence. Les procès qui sont hors de sa compétence ne sont rejetés que par un arrêt.

LA HAUTE COUR.

Art. 61. — Pour pouvoir juger les commissaires exécutifs, les conseillers d'Etat, les présidents et membres ainsi que le procureur de la Cour de Cassation, pour des questions provenant de leurs fonctions, une Haute Cour est constituée.

Art. 62. — Comme membre de la Haute Cour sont choisis, obligatoirement au scrutin secret, et par les assemblées plénières, vingt et une personnes, soit onze parmi les présidents et membres de la Cour de Cassation et dix parmi le Conseil d'Etat.

Ces personnages choisissent, par vote secret et à la majorité absolue, un de leurs membres comme président, et un autre comme vice-président.

Art. 63. — La Haute Cour comprend un président et quatorze membres; elle décide à la majorité absolue des voix. Les six membres restants forment une réserve pour compléter, s'il y a lieu, les absences de la Cour. Ces membres de réserve sont choisis, par voie de tirage au sort, trois parmi les membres de la Cour de Cassation, trois parmi ceux du Conseil d'Etat. Le Président et le vice-président ne sont pas soumis à ce tirage au sort.

Art. 64. — La fonction de procureur auprès de

la Haute Cour est tenue par le premier procureur.

Art. 65.—Les décisions de la Haute Cour sont définitives.

Art. 66. — La Haute Cour juge et décide d'après les lois en vigueur.

Art. 67. — La Haute Cour est formée par décision de la Grande Assemblée Nationale si elle le croit nécessaire.

CHAPITRE V.

Le droit public des Turcs.

Art. 68. — Chaque Turc naît libre, vit libre. La liberté consiste à faire tout ce qui n'est pas préjudiciable aux autres. La limite de la liberté, droit naturel pour chacun, est la limite de la liberté des autres. Cette limite est fixée et précisée uniquement par la loi.

Art. 69.—Les Turcs sont égaux devant la loi et tenus, sans exception, de la respecter. Tout privilège de classe, de famille et de personne, est aboli et interdit.

Art. 70.—L'inviolabilité individuelle, les droits

et les libertés de conscience, de penser, de parler, de publier, de voyager, de contracter, de travailler, de posséder, de se réunir, de s'associer et de former des Sociétés Commerciales, sont des droits naturels des Turcs.

Art. 71. — La vie, le bien, l'honneur et le domicile sont hors de toute attaque.

Art. 72. — Personne ne peut être saisi et arrêté en dehors des circonstances et des formes indiquées par la loi.

Art. 73. — Sont interdits les supplices, les exactions, les confiscations et les corvées.

Art. 74. — On ne peut pas exproprier les biens mobiliers et immobiliers de quelqu'un tant que la nécessité d'intérêt public n'a pas été légalement reconnue et tant que la valeur des biens n'a pas été payée au comptant en conformité de la loi y afférente.

Art. 75. — Personne ne peut être inquiété pour ses convictions religieuses ou philosophiques. Tous les rites, à condition qu'ils ne soient pas contraires à la tranquillité publique, aux bonnes mœurs et aux lois, sont libres.

Art. 76. — On ne peut entrer dans le domicile, ni faire des recherches sur la personne en dehors des cas et de la procédure indiqués par la loi.

Art. 77. — La presse est libre dans la limite de la loi. Elle n'est soumise avant sa publication, à aucun contrôle ou examen.

Art. 78. — Les voyages ne peuvent en aucune façon être soumis à aucune restriction sauf celles imposées en temps de mobilisation et en cas d'état de siège, et réserve faite des mesures imposées d'après la loi pour cause d'épidémie.

Art. 79. — La limite des libertés accordés aux conventions, au travail, à la propriété, aux associations, aux réunions et aux Sociétés commerciales est fixée par des lois.

Art. 80. — Tout genre d'enseignement est libre sous la surveillance et le contrôle de l'Etat et dans la limite des lois.

Art. 81. — Les papiers, lettres et tous autres objets confiés à la poste, ne peuvent être ouverts sans décision du juge d'instruction et du Tribunal compétent. De même le secret des correspondances par télégraphe ou téléphone ne peut être enfreint.

Art. 82. — Les Turcs peuvent s'adresser individuellement ou collectivement aux administrations compétentes et à la Grande Assemblée Nationale de Turquie pour les informer et se plaindre des choses qu'ils considèrent comme contraires

aux lois et règlements, soit qu'elles les touchent personnellement, soit qu'elles touchent l'intérêt public. Le résultat d'une telle démarche, si elle est faite pour un intérêt privé, doit être communiqué par lettre au requérant.

Art. 83. — Personne ne peut être déféré à un autre tribunal qu'à celui auquel il est soumis d'après la loi.

Art. 84. — L'impôt veut dire la participation du peuple aux frais généraux de l'Etat. Il est donc interdit à toute personne réelle ou morale ou à leurs représentants de percevoir contrairement à ce principe des impôts, dîmes et autres taxes.

Art. 85. — Les impôts ne peuvent être fixés et perçus qu'en vertu d'une loi. Les taxes et impôts qui, d'après la coutume, sont perçus actuellement par l'Etat, les administrations privées des provinces et les Municipalités continueront comme par le passé à être encaissés jusqu'à ce que les lois y relatives soient rédigées.

Art. 86. — En cas de guerre ou d'une situation pouvant entraîner la guerre, en cas d'une révolte, ou s'il apparaît des preuves catégoriques d'une forte et réelle activité contre la patrie et la République, le Conseil des Commissaires exécutifs peut décréter l'état de siège général ou local pour un

temps ne devant pas dépasser un mois, et la décision est immédiatement soumise à l'approbation de l'Assemblée. Celle-ci peut abréger la durée de l'état de siège. Si l'Assemblée n'est pas réunie, elle devra être immédiatement convoquée. Seule l'Assemblée peut décider la prolongation de l'état de siège. L'état de siège implique la restriction et l'ajournement provisoire du droit concernant l'inviolabilité individuelle et domiciliaire et des libertés de la presse, de la correspondance et de l'association.

Une loi ad hoc précise la zone de l'état de siège et indique comment seront exécutées dans cette zone les mesures et opérations qui seront appliquées; elle indiquera aussi de quelle manière seront restreintes et ajournées l'inviolabilité et la liberté, même en temps de guerre.

Art. 87. — L'instruction primaire est obligatoire pour tous les Turcs, et gratuite dans les écoles de l'Etat.

Art. 88. — La population de Turquie, en tant que compatriote, est appelée «turque» sans différence de religion et de race. Est turque toute personne née en Turquie ou à l'étranger d'un père turc, ou née en Turquie d'un père étranger, ayant habité dans l'intérieur du pays et ayant opté officiellement à sa majorité pour la qualité turque,

ou bien toute personne admise à la nationalité turque d'après la loi sur la nationalité. La qualité de turc se perd dans les cas prévus par la loi.

CHAPITRE VI.

Divers — Les Vilayets (provinces).

Art. 89. — La Turquie, au point de vue de sa position géographique, et de ses relations économiques est divisée en Vilayets (provinces) et les Vilayets en Cazas (sous préfectures) et les Cazas en Nahiés (communes). Les Nahiés se composent des villages et des hameaux.

Art. 90. — Les Vilayets, villes, villages et hameaux jouissent de la personnalité morale.

Art. 91. — Les Vilayets sont administrés sur la base de la décentralisation et la séparation des pouvoirs.

Des fonctionnaires.

Art. 92. — Tout turc jouissant de ses droits politiques a le droit d'être engagé comme fonctionnaire au service de l'Etat d'après sa capacité et sa compétence.

Art. 93. — Les qualités, droits, devoirs, appointements et indemnités des fonctionnaires, leur mode de nomination, de destitution et d'avancement sont précisés par la loi.

Art. 94. — Dans des cas contraires à la loi, un fonctionnaire n'est pas exempt de responsabilité s'il obéit à son supérieur.

Des finances.

Art. 95. — La loi de Finances (de la balance générale) ainsi que les budgets et les tableaux y annexés doivent, pour être mis en exécution dès l'entrée de l'année financière qui les concerne, être présentés à l'assemblée au plus tard le 1^{er} Novembre 1924.

Art. 96. — Il n'est permis de faire, en dehors du budget, aucune dépense sur les ressources de l'Etat.

Art. 97. — La loi de Finances est valable pour une année.

Art. 98. — La loi de la comptabilité définitive est celle qui indique les chiffres réels des rentrées obtenues pendant l'exercice de l'année où le budget y relatif a été appliqué ainsi que les sommes réelles qui ont été payées pendant ce même temps. La forme et les divisions de cette loi doivent correspondre à la loi de Finances (budget).

Art. 99. — Le projet de la loi sur la comptabilité doit être présenté à la Grande Assemblée Nationale au plus tard au commencement du mois de Novembre de la seconde année, à partir de la fin de l'année que cette loi concerne.

Art. 100. — Il est fondé une cour de Comptes attachée à la Grande Assemblée Nationale et chargée de contrôler en conformité de la loi, les recettes et les dépenses de l'Etat.

Art. 101. — La Cour des Comptes présente à l'Assemblée sa déclaration de conformité six mois après que le Trésor aura présenté la loi sur la comptabilité définitive.

Règles concernant les lois fondamentales.

Art. 102. — Les modifications à apporter aux présentes lois fondamentales doivent se faire dans les conditions suivantes :

La proposition de modification doit être signée au moins par un tiers des membres inscrits de l'Assemblée. Ces modifications ne peuvent être acceptées qu'à la majorité de deux tiers des membres inscrits.

Echappe à toute proposition de modification ou de changement l'article premier de la présente loi

indiquant que la forme de l'Etat est la République.

Art. 103. — Aucun article des lois fondamentales ne peut, pour aucune raison, être négligé ou suspendu. Aucune loi ne peut être en opposition avec la loi fondamentale.

Art. 104. — La Constitution de 1293 et ses articles modifiés; la loi fondamentale du 20 Janvier 1337; ses annexes et modifications sont abolies.

Art. 105. — Cette loi entre en vigueur à partir de la date de sa publication.

Article provisoire. — La loi du 19 Décembre 1339 indiquant les conditions auxquelles doivent se soumettre tous les militaires élus ou à être élus à la Grande Assemblée Nationale de Turquie reste en vigueur.

16 Ramazan 1342 et 20 Avril 1340.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I.

de 89 à Midhat Pacha

Pourquoi prendre date de la Révolution p. 4 — Sélim III p. 5. — Le Nizami Djedid p. 6. — Réunion d'un Conseil des dignitaires p. 7. — L'époque des mémoires p. 8. — Les Français de Constantinople pendant la révolution p. 9. — Sultan Mahmoud et Halet Effendi l'éminence grise p. 11. — Le Tanzimat p. 13. — Le Rescrit de Gulhané p. 15. — Esprit Constitutionnel de ce rescrit p. 16. — Le Firman de 1852 p. 17. — Les Conseils de Metternich p. 18. — Contrecoup de la guerre 1870-71 p. 19.

CHAPITRE II.

Constitution de Midhat Pacha Avant la Promulgation

Aali et Fuad Pacha p. 20 — Le despotisme du Sultan Aziz p. 21. — Détrônement du Sultan p. 22. — Traduction de la Constitution Française p. 23. — Avènement d'Abdul Hamid et la Charte p. 24. — Promulgation de la première Charte p. 25.

CHAPITRE III.

La Constitution de Midhat Pacha .
Considérations générales.

Le rescrit au grand Vézir p. 26. — Le contenu de la Constitution p. 27. — La religion et l'Etat ne sont pas séparés p. 28. — Privilèges aux Communautés p. 29. — Formation du Cabinet p. 30. — Prérogatives du Sultan p. 31. — La Haute-Cour p. 34. — Les finances p. 34. — Les Provinces p. 35 — Le fameux article 113 p. 36.

CHAPITRE IV.

La Constitution de Midhat Pacha
Son application et son abrogation.

La pression des événements extérieurs dans tout effort Constitutionnel p. 37. — Situation politique avant la promulgation p. 38. — Le protocole de Londres p. 40. — La Conférence de la Corne d'Or p. 41. — Divergences entre le Sultan et Midhat p. 42 — Expulsion de Midhat Pacha p. 44. — Fonctionnement et dissolution de la Chambre p. 45.

CHAPITRE V.

La Constitution Jeune Turquie.

Régime Hamidien p. 46. — Les jeunes Turcs p. 47. — La révolte en Macédoine p. 48. — Réouverture de la Chambre p. 49. — Modifications de quelques articles de la Chambre p. 50. — Restrictions des pouvoirs du Sultan p. 51. — Solidarité de la responsabilité ministérielle p. 53. — L'article 35 modifié p. 54. — Abrogation de l'article 113 p. 57. —

Nouvelles modifications p. 59. — Discussions autour de la théorie de la séparation des pouvoirs p. 61. — L'art. 35 de nouveau modifié p. 64. — Modifications pendant la guerre générale p. 66.

CHAPITRE VI.

—

Angora — La loi fondamentale.

L'unité des pouvoirs p. 70. — La genèse du mouvement Kémaliste p. 71. — L'occupation de Constantinople par les Alliés p. 72. — Réunion du Parlement d'Angora p. 73. — Le discours de M. Kémal, fondement de l'Assemblée p. 75. — Le principe de la Souveraineté Nationale p. 79. — Les mandataires (ministres) p. 80. — Les inconvénients de laisser l'exécutif à l'Assemblée p. 81. — Loi du 2 Mai 1920 sur la nomination des mandataires p. 82. — L'Assemblée partisane du Sultanat et du Califat p. 83. — La loi du Quorum, 5 Septembre 1920 p. 85. — La loi sur l'organisation fondamentale p. 87. — Réunion dans l'Assemblée de tous les pouvoirs p. 87. — Efforts pour la représentation professionnelle p. 88.

CHAPITRE VII.

—

La séparation du Califat et du Sultanat La proclamation de la République.

Les raisons avancées pour décréter la séparation p. 91 — La loi de séparation (1 Nov. 1922) p. 92. — Mode d'élection du Calife p. 93. — La promulgation de la République, loi du 29 Octobre 1923 p. 97. — Quelques efforts en faveur de la séparation des pouvoirs p. 99.

CHAPITRE VIII.

L'abolition du Califat.

Inconciliabilité du Califat et de la République p. 100—
Loi du 3 Mars 1924 p. 101. — Imprécision de la loi p. 103.—
Les raisons avancées en faveur de l'abolition p. 105. —
Critiques de l'influence attribuée au Califat p. 107.—Importance de cette réforme p. 108.

CHAPITRE IX.

La Constitution d'Angora.

La loi du 20 Avril 1924 p. 109. — La lutte entre les partisans de la séparation des pouvoirs et leurs adversaires p. 110. — La question de la durée des sessions p. 112. — Le droit de dissolution p. 113. — Les prérogatives du Président p. 116. — Le droit de veto p. 117. — La formation du Cabinet p. 119. — La Haute-Cour p. 120.

Conclusion	124
Annexe (la loi fondamentale)	132
Table des matières	157

CONSTANTINOPLE

Imp. Henri Zellich & Co. Péra, rue Balcon et rue Yazidji 7-11

